

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2012
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

La meilleure santé possible

Un droit de l'homme
pour riches et pauvres

Tchad : qui profite de
la manne pétrolière ?

La ruée sur les terres
agricoles du Sud



Sommaire

DOSSIER



SANTÉ

6 Riches et pauvres restent inégaux face à la maladie

La santé est un droit de l'homme. Pourtant, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à des soins appropriés.

11 Bénévoles au service des villageois

Dans le domaine de la santé, la DDC mise sur l'amélioration des soins de base. Exemple d'un projet couronné de succès au Kirghizistan.

15 Courir d'un projet à l'autre pour se soigner

Entretien avec Ilona Kickbusch, spécialiste de la politique globale de santé

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 La malédiction du pétrole

L'exportation de pétrole rapporte au Tchad des milliards de dollars. Qu'est-ce que cela a changé pour les 11,5 millions d'habitants ?

21 Une journée sur le terrain avec...

Didier Douziech, directeur du bureau de la coopération suisse à N'Djaména

22 Un rêve d'équilibre entre homme et femme

Achta Bougaye parle de la position de la femme dans la société tchadienne

DDC



23 Des chiens de garde pas très mordants

En Tanzanie, un programme de formation et de mentorat contribue à l'émergence d'un journalisme de qualité

24 Désenclaver les montagnards

Dans les montagnes du Laos, la DDC soutient une ethnie défavorisée

FORUM



27 La ruée sur les terres fertiles

Les surfaces agricoles des pays en développement se négocient à l'échelle internationale. Cependant, l'accaparement des terres compromet sérieusement la sécurité alimentaire.

30 Une obsession étouffante

Carte blanche : la Népalaise Rubeena Mahato est révoltée contre son gouvernement, incapable de livrer des engrais aux paysans

CULTURE



31 Lueur d'espoir dans les salles obscures

Entretien avec le réalisateur malien Cheick Oumar Sissoko, également ancien ministre de la culture de son pays

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 33 Service
- 35 Coup de cœur avec Cosey
- 35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Delegerjal Davasnyan/DDC

Migration : pas d'explications ni de solutions simples

Le lien entre migration et aide au développement fait actuellement l'objet de vives discussions – au Parlement, dans les médias, mais aussi aux tables des cafés. Diverses thèses, en partie contradictoires, sont assénées comme autant de vérités. Cela va de celle qui considère l'aide comme la panacée universelle jusqu'à l'idée que la coopération au développement pousse davantage de gens à émigrer.

C'est une bonne chose que ce débat ait lieu. Mais il porte sur une réalité qui échappe aux explications et aux solutions simples. On parle étonnamment peu chez nous des transformations et des raisons qui poussent les gens à émigrer. Outre la pauvreté endémique qui frappe certains pays, il faut prendre en compte le vieillissement de notre société : la Suisse restera à l'avenir tributaire d'une main-d'œuvre immigrée.

N'oublions pas que la migration constitue aussi un facteur de développement pour les pays pauvres. Les revenus envoyés à leur famille par les travailleurs expatriés représentent trois à cinq fois le volume total de l'aide publique au développement. Cet argent profite aux classes sociales démunies du pays d'origine. C'est le sésame qui leur ouvre les portes de l'école et de la formation professionnelle, ou qui leur donne accès à des prestations médicales. La diaspora contribue à bien des égards – notamment sous forme d'investissements – au développement local.

Ne perdons pas de vue non plus l'objectif premier de la coopération au développement, qui consiste à combattre la pauvreté sur place. L'amélioration des conditions de vie dans le pays d'origine réduit certes la nécessité de s'exiler. Mais il est vrai aussi que la coopération ne peut pas empêcher ce phénomène. Ce n'est pas un levier capable de réguler les flux migratoires.

Nous attendons des pays partenaires de la coopération suisse qu'ils se montrent disposés à discuter des problèmes posés par la migration. Toutefois, le Conseil fédéral et le Parlement se rendent bien compte qu'il faut tendre à des solutions globales et durables, plutôt que d'appliquer rigoureusement le principe de conditionnalité – c'est-à-dire de lier la coopération à la reprise des demandeurs d'asile déboutés. Petit donateur, la Suisse n'a guère les moyens d'exercer des pressions politiques. En outre, la suspension de son aide frapperait les populations pauvres, auxquelles nous souhaitons précisément offrir des perspectives d'avenir.

La protection des réfugiés et des personnes déplacées dans les régions en crise, ainsi que leur réintégration, constituent depuis longtemps des tâches importantes de l'aide humanitaire suisse. Un réfugié sur six seulement vit en Europe. Protéger ces populations sur place est un acte de solidarité à l'égard des plus vulnérables. Les réfugiés recherchent la sécurité, de quoi se nourrir et un logement. À défaut de trouver cela chez eux ou dans le pays voisin, ils émigrent plus loin – souvent au péril de leur vie. La Suisse entend renforcer dans des régions choisies son engagement pour la protection des réfugiés et dans le domaine de l'aide au retour.

*Martin Dahinden
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope



Reiner Harscher/laif

L'Afrique les pieds dans l'eau

(gn) Dans le nord de la Namibie, des hydrogéologues ont découvert que le sous-sol de la savane recèle, à 280 mètres de profondeur, plus de 5 milliards de m³ d'eau. Ces réserves pourraient remédier à la situation précaire de la région : les 800 000 habitants sont approvisionnés en eau potable par un lac artificiel qui se trouve dans l'Angola voisin. Il conviendra toutefois de gérer de manière durable l'eau accumulée au cours des millénaires, pour pouvoir en bénéficier longtemps. Le cas de l'aquifère namibien n'est pas isolé. Des scientifiques britanniques ont publié au printemps dernier des cartes répertoriant les réserves supposées d'eau dans le sous-sol africain. Le volume total est estimé à 660 000 km³, ce qui représente plus de cent fois la quantité annuelle de pluie. Sur le continent, où plus de 300 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable, les immenses stocks souterrains pourraient atténuer les effets du changement climatique. Les chercheurs soulignent cependant les difficultés inhérentes à l'exploitation de ces sources.

www.bgs.ac.uk/GWRresilience

www.uni-bayreuth.de, chercher
« *Income and Democracy* »

Stop au pillage des poissons africains

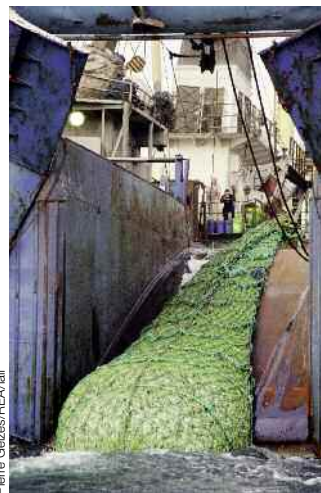
(jls) Les pays ouest-africains s'inquiètent du pillage de leurs ressources halieutiques par les bateaux européens et asiatiques. Au Sénégal, où presque toutes les espèces de poissons sont victimes de surpêche, le gouvernement a suspendu en avril dernier une trentaine d'autorisations accordées à des chalutiers étrangers. La Mauritanie a renouvelé fin juillet son accord de pêche avec l'Union européenne (UE), après quinze mois d'après négociations : elle autorise les bateaux européens à prélever 300 000 tonnes de poisson par an dans ses eaux territoriales, mais exige en contrepartie que les captures soient débarquées dans le port de Nouadhibou, afin d'en faciliter le contrôle. En février, la Guinée-Bissau a également conclu un nouvel accord avec l'UE. Les pêcheurs français, portugais et espagnols pourront prélever du poisson – notamment du thon –, des poulpes et des crevettes. En contrepartie, l'UE versera 9,2 millions d'euros par an (contre 7,5 millions dans la convention précédente). La Guinée-Bissau souhaitait une compensation plus importante, mais les Européens ont fait re-

marquer que le pays était incapable de surveiller ses eaux territoriales, où un nombre croissant de bateaux asiatiques pêchent en toute illégalité.

Ces vers qui empêchent d'apprendre

(bf) Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les trois types de parasites intestinaux les plus répandus – l'ascaride, le trichocéphale et les ankylostomes – infestent environ 1,5 milliard de personnes. Dans les pays en développement, ce sont les principaux agents pathogènes. Ils sont transmis par les œufs présents dans les excréments humains qui contaminent les sols dans les régions où les moyens d'assainissement sont insuffisants. Ces infections, appelées « géohelminthiases », touchent les communautés les plus défavorisées. Elles provoquent notamment de la diarrhée, des douleurs abdominales et un état de faiblesse générale. Les enfants atteints présentent des troubles physiques, nutritionnels et cognitifs. Des tests ont montré que leurs aptitudes intellectuelles sont d'autant plus diminuées que les vers sont nombreux dans leur intestin. En 2001, l'OMS a lancé une initiative visant à diffuser des mesures de lutte contre ce fléau. Jusqu'à présent, seuls trois pays en développement – Burkina Faso, Cambodge et Laos – ont atteint l'objectif fixé, à savoir le déparasitage annuel d'au moins 75% des enfants en âge scolaire.

www.who.int/fr, chercher
« *géohelminthiases* »



Pierre Gebress/REA/laif

Prosperité et démocratie vont de pair

(bf) Plus le revenu par habitant d'un pays est élevé, plus ses structures sont démocratiques. Une étude récente publiée par une équipe d'économistes de l'Université de Bayreuth vient de confirmer cette corrélation qui faisait depuis longtemps l'objet de controverses dans les milieux scientifiques. Les chercheurs allemands ont comparé les données de 150 pays des cinq continents, en examinant leur évolution depuis 1950 jusqu'à aujourd'hui. La preuve scientifique est désormais établie : de

hauts revenus favorisent la démocratie, tandis que des salaires médiocres lui portent préjudice. Les auteurs tirent également de leur étude des projections sur l'avenir, notamment celui des pays en développement ou émergents. « Il sera intéressant de voir si la Chine peut maintenir durablement son système autoritaire de parti unique au cas où le niveau de vie de sa population continue de progresser », note Benedikt Heid, un des auteurs de l'étude. « Si nos calculs sont justes, la Chine pourrait bien à terme se diriger vers un régime politique plus démocratique. »

Du tam-tam à Internet

(bf) Il est loin le temps où des peuples indigènes communiquaient leurs revendications politiques par le tam-tam et les signaux de fumée. En Amérique latine notamment, ces communautés exploitent aujourd'hui



Dessin de Jean-Augustin

AUGUSTIN 2012

toutes les possibilités des médias électroniques. Elles publient des newsletters, organisent des vidéo-conférences, diffusent des clips très professionnels sur YouTube et sont présentes sur les réseaux sociaux. Qu'il s'agisse d'évoquer les droits humains au Chili, les autoroutes traversant des parcs nationaux en Bolivie ou la prospection controversée de pétrole en Équateur, les autochtones utilisent les technologies modernes pour faire entendre leur voix et travailler en réseau. Ils reçoivent le soutien d'agences internationales de communication qui veulent ainsi soigner leur propre image. L'opinion publique est en effet très sensible à cette problématique : des organisations telles que Survival International, qui défendent les

droits des peuples indigènes, bénéficient d'une couverture médiatique dont d'autres ne peuvent que rêver.

Le savoir des Héréros sur tablette

(gn) Dans le désert du Kalahari, en Namibie, les anciens accompagnaient jadis leurs récits de dessins tracés dans le sable quand ils transmettaient les secrets de la culture héréro. Aujourd'hui, leurs doigts effleurent un écran tactile : tandis que les jeunes sont partis vers la capitale pour suivre une formation ou trouver du travail, les parents confient leur savoir traditionnel à une tablette électronique. Ainsi, les enfants pourront rattraper les leçons manquées à leur retour, quelques années plus tard, quand ils

reprendront une existence traditionnelle semi-nomade. Des chercheurs de l'Université d'Aalborg (Danemark) et de l'École polytechnique de Namibie ont développé une visualisation en 3D du village

d'Erindiroukambe. En collaboration avec les anciens, ils ont également mis au point une application qui imite la manière dont on dessinait autrefois dans le sable. Les villageois introduisent dans la tablette des séquences vidéo et des dessins qui décrivent la vie locale. On y trouve par exemple des informations sur l'abattage de chèvres, les propriétés des herbes médicinales, les soins à prodiguer aux animaux ou la manière de s'orienter dans le désert selon la position du soleil. « La race humaine deviendrait plus terne si nous perdions ce type de savoir », estime Kasper Rodil de l'Université d'Aalborg.

www.indiknowtech.org



Kasper Rodil



Riches et pauvres restent inégaux face à la maladie

Plus d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès aux soins de base. Les raisons en sont multiples. L'une d'elles est l'insuffisance des structures sanitaires dans les pays en développement. En outre, le fossé se creuse entre la coûteuse médecine de pointe et les possibilités financières des plus démunis. Afin que le droit à la santé devienne une réalité aussi pour les populations pauvres, de nouvelles approches s'imposent. De Gabriela Neuhaus.

Les campagnes mondiales de vaccination sont l'un des grands succès enregistrés dans le secteur de la santé – comme ici à Madagascar.



de Patrick Zetterhof

Il y a longtemps que nous mesurons le degré de développement d'un pays à l'aune d'indicateurs sanitaires. Nous calculons par exemple l'espérance de vie moyenne, les taux de natalité et de mortalité, les cas de malaria ou les décès dus au sida et à la sous-alimentation. Les statistiques sur la prévalence de la démence, du suicide et de l'épuisement professionnel permettent de tirer d'autres conclusions encore sur l'état d'une société. Ces données renseignent aussi sur son avenir potentiel, car santé et bien-être sont indispensables à l'évolution des gens et des communautés.

Bien que les rapports de cause à effet entre l'état de santé et les conditions de vie aient largement été prouvés, la promotion de la santé est rarement prioritaire dans les politiques sociales. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est certes donné pour

tâche « d'amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible ». Elle a fixé cet objectif dans sa Constitution, adoptée en 1946. Cependant, 66 ans après, plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à des soins dispensés par des professionnels. C'est surtout le cas dans les pays pauvres du Sud, où nombre de régions et de villages sont dépourvus d'établissements adéquats et où les habitants n'ont souvent pas les moyens de payer le trajet jusqu'à l'hôpital le plus proche.

Même dans les pays émergents et industrialisés, l'accès aux soins ne va pas de soi. Aux États-Unis, une personne démunie n'est souvent pas en mesure de s'offrir une visite chez le médecin. La loi sur la santé du président Obama, qui prévoit une assurance-maladie de base pour tous, demeure controversée. Avec l'explosion des coûts de la santé, les autres pays occidentaux risquent aussi de voir s'instaurer un système de soins à deux vitesses. Enfin, les crises économiques en Europe du Sud prouvent que la santé est un bien fragile et qu'il faut peu de chose pour détériorer l'état de santé d'une population.

Progrès médicaux

Si la situation apparaît peu reluisante à l'échelle mondiale, on a tout de même enregistré de nombreux progrès, voire de véritables percées, dans certains domaines. C'est le cas par exemple des campagnes de vaccination lancées par l'OMS, qui ont abouti à l'éradication de la variole en 1980 et nettement endigué d'autres maladies, telles la poliomyélite et la tuberculose. Relevons aussi les succès remportés dans la prévention et le traitement du sida. La mise à disposition de médicaments abordables dans les pays pauvres a constitué une étape importante à cet égard.

Sauver des vies humaines est la raison d'être de l'aide humanitaire. Celle-ci s'est considérablement professionnalisée ces dernières années. Lors de catastrophes, des équipes spécialisées arrivent sur place en quelques heures, au besoin avec des équipements hospitaliers complets ou un laboratoire d'analyse de l'eau. Après le séisme en Haïti, par exemple, les secouristes ont pu sauver de nombreuses vies et soigner les blessés.

Organisations non gouvernementales et fondations contribuent largement à améliorer les soins médicaux dans les pays en développement. Les engagements dans le domaine de la santé sont les plus prisés, car ils permettent de faire quelque chose directement pour les populations. En outre, les projets dotés d'un objectif clairement défini, comme la

Le droit à la santé

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (article 25)

Condition fondamentale de la paix

« La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité ; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des États. »

Extrait de la Constitution de l'OMS (1946)



CSA/DDC

L'aide humanitaire arrive sur place en quelques heures, au besoin avec des équipements hospitaliers complets. Ce fut le cas notamment à Haïti après le séisme de 2010.

diminution de la mortalité infantile ou la lutte contre la malaria, donnent des résultats immédiatement visibles et mesurables.

Le revers de la médaille, c'est qu'en se concentrant sur des problèmes médicaux spécifiques, l'aide internationale perd de vue le contexte général. Elle lutte contre des maladies et guérit des gens pour les renvoyer ensuite à une vie qui ne peut que les rendre malades à nouveau.

L'importance du cadre général

L'Europe est pourtant bien placée pour connaître le problème : les grands patrons de l'industrie ont investi très tôt dans l'hygiène et l'alimentation, afin d'améliorer la santé de leurs ouvriers et d'accroître ainsi la productivité de leurs entreprises. Par la suite, l'État a pris le relais et s'est engagé dans différents domaines en faveur de la santé de la population. Il a ainsi mis en place des réseaux d'adduction d'eau et des systèmes d'évacuation des déchets. Il a aussi pris des mesures d'ordre social en interdisant le travail des enfants et en créant des systèmes éducatifs publics. Pendant une bonne partie du 20^e siècle, on a continué de considérer la promotion de la santé comme une tâche sociale qui devait créer les conditions indispensables au développement et au progrès.

Fondées sur les progrès scientifiques, les nouvelles conquêtes de la médecine (par exemple la vaccination, le dépistage précoce de certaines maladies et le traitement médicamenteux de la dépression) ont

ensuite contribué à cantonner de plus en plus la santé dans le domaine des sciences. L'essor d'une médecine coûteuse et de l'industrie pharmaceutique a alors fait exploser les coûts. L'évolution récente, dans le domaine de la médecine personnalisée, ne fera que renforcer cette tendance.

Les pauvres vivent moins longtemps

Même les technologies médicales les plus sophistiquées ne changent rien au fait qu'il n'est possible de vivre sainement que dans un environnement sain. La Conférence internationale sur les soins de santé primaires, réunie à Alma-Ata (Kazakhstan) en 1978, soulignait, dans sa déclaration finale, la nécessité d'agir : « L'accession au niveau de santé le plus élevé possible est un objectif social extrêmement important qui intéresse le monde entier et suppose la participation de nombreux secteurs socioéconomiques autres que celui de la santé. » Huit ans plus tard, la Charte d'Ottawa, adoptée par les États membres de l'OMS, réorientait les efforts : au lieu de viser uniquement à prévenir la maladie, il importe à nouveau de promouvoir davantage la santé.

Deux chercheurs anglais, Richard Wilkinson et Michael Marmot, ont d'ailleurs démontré l'importance primordiale des conditions socioéconomiques pour la santé de tout individu : « Les personnes situées au bas de l'échelle sociale sont au moins deux fois plus exposées au risque de maladie grave ou de décès prématuré que celles qui se trouvent près du sommet de l'échelle », constatent-ils dans une étu-

Un réseau mondial

Fondée en 1948, l'OMS est une institution spécialisée de l'ONU. Elle a son siège à Genève, où les représentants de ses 194 États membres se retrouvent chaque année pour délibérer et décider des affaires financières et opérationnelles. Voici ses principales activités : coordonner, à l'échelle mondiale, les efforts nationaux et internationaux de lutte contre les maladies transmissibles (sida, paludisme, grippe, etc.) ; définir des normes en matière de traitement et de prévention ; lancer et coordonner des mesures de prévention (par exemple des vaccinations) ; mener des campagnes d'information sur le tabagisme ou le surpoids. L'OMS publie en outre régulièrement des données et des analyses sur divers aspects de la santé. www.who.org



Fernando Moleres/af



Paul Hahn/af

La fourniture de médicaments s'est nettement améliorée dans les pays en développement et émergents, comme au Mozambique et en Inde.

de parue en 2003. Ces effets ne se limitent pas aux pauvres. Les inégalités de santé d'origine sociale sont observées dans l'ensemble de la société. Même dans la classe moyenne, les cadres ont de meilleurs atouts en matière de santé que les employés de bureau subalternes.

Non à la dictature des brevets

Autrement dit, l'écart entre riches et pauvres se reflète dans l'état de santé des êtres humains. Ce constat s'applique non seulement au sein d'une même société, mais aussi au niveau mondial. Aujourd'hui, de plus en plus de voix plaident pour une égalité en matière de santé et une meilleure prise en compte des besoins des pays pauvres. Des États émergents, comme l'Inde et la Thaïlande, jouent à cet égard un rôle important. Ils n'acceptent plus la toute-puissance de l'Occident dans le domaine

pharmaceutique. Ils opposent par exemple une résistance farouche à la politique des brevets appliquée par les multinationales. Ces pratiques accroissent non seulement le prix des médicaments et donc les coûts de la santé, mais entravent également l'essor d'une industrie pharmaceutique concurrente dans les pays émergents.

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, des pays tels que le Brésil ne soutiennent plus une aide fondée sur des projets médicaux et préfèrent promouvoir un modèle de soins primaires qui a fait ses preuves au niveau national. Dans leurs efforts pour garantir le bien-être de leur population, le Bhoutan, l'Équateur, la Bolivie et d'autres États ne s'en tiennent de loin pas aux indicateurs habituellement utilisés en matière de santé, mais se sont donné un mandat plus large. Ils ont inscrit dans leurs Constitutions que l'objectif est de créer les conditions qui permettent aux citoyens de « bien vivre ».

Approche globale de la santé

Ces changements dans les efforts mondiaux destinés à promouvoir la santé ne sont pas restés sans effets. Lancé en 2010, le processus de réforme de l'OMS devrait conduire à l'adoption d'une définition plus globale de la santé. Celle-ci apparaît déjà dans la proposition de l'Union européenne pour un nouveau programme « Santé en faveur de la croissance ». Elle sous-tend également l'action d'agences de développement comme la DDC.

Une redéfinition s'impose d'autant plus que les défis actuels exigent davantage de mesures qui dépassent

Double charge pour les pays en développement

Le diabète, le cancer, les troubles cardiovasculaires et les affections respiratoires représentent des défis de taille pour les systèmes de santé à l'échelle mondiale. Dans les pays en développement, ces maladies non transmissibles (MNT) s'ajoutent aux « problèmes sanitaires classiques » causés par la faim et le manque d'eau potable et d'hygiène, ainsi qu'aux maladies infectieuses. Déjà mis à rude contribution, les systèmes de santé font ainsi face à une double charge de travail. C'est pourquoi l'OMS accorde une grande priorité à la lutte contre les MNT qui résultent souvent d'une alimentation déséquilibrée et d'un mode de vie malsain. Elle concentre également ses efforts sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement qui visent à améliorer les chances de survie des mères et des jeunes enfants, ainsi que sur l'éradication de la poliomyélite.

Intérêts antagonistes

La Suisse dispose depuis 2006 d'une politique extérieure en matière de santé. Elle y a défini vingt objectifs, qui vont de son rôle au sein de l'OMS à son engagement en faveur de l'aide humanitaire, en passant par la défense des intérêts de l'industrie pharmaceutique. La Suisse est un acteur de premier plan dans le domaine de la santé. Elle le doit d'une part à l'industrie pharmaceutique et à la recherche, d'autre part au fait qu'elle abrite le siège d'organisations internationales telles que l'OMS et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Aux côtés de la DDC et mandatées par elles, une série d'organisations non gouvernementales de renommée mondiale s'attachent à promouvoir la santé dans les pays en développement et en transition. Leurs activités, axées sur les besoins des plus démunis, s'opposent souvent directement aux intérêts économiques de l'industrie pharmaceutique. www.ofsp.admin.ch, «Thèmes», «Affaires internationales», «Politique extérieure en matière de santé»



Heiko Meyer/afaf

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, des pays émergents, comme le Brésil, appliquent avec succès leur propre modèle de soins primaires.

sent le cadre strictement médical. Ils englobent en effet aussi les désavantages sociaux, les conditions de travail délétères, la pollution de l'air, divers types d'irradiation, sans oublier les répercussions du changement climatique. Celles-ci incluent la pénurie d'eau, la désertification ou la destruction de la couche d'ozone qui protège la planète contre les rayonnements ultraviolets. La multiplication, à l'échelle mondiale, de maladies non transmissibles, comme le cancer, les troubles cardiovasculaires et le diabète, appelle par ailleurs de nouvelles stratégies en matière de financement et de prévention.

Priorité à la santé

Le débat sur le meilleur niveau possible de santé et de bien-être continue de susciter conflits et controverses. C'est que la réalisation de cet objectif met en jeu des intérêts économiques puissants. Ceux du secteur pharmaceutique bien sûr, mais aussi ceux de l'industrie alimentaire et du tabac. Les avis divergent toujours sur la question de savoir si la santé relève de la responsabilité individuelle et à partir de quand elle doit être perçue comme un bien public. L'OMS a donné un signal important en adoptant en 2004 la Convention-cadre pour la lutte antitabac. Ce texte affirme que le tabagisme représente un risque pour la santé publique et doit être combattu à l'échelle mondiale. Pour ce qui est du surpoids et des maladies chroniques qu'il en-

gendre, tel le diabète, ce sont New York et le Danemark qui ont lancé le mouvement: la métropole nord-américaine prélève désormais un impôt sur les boissons sucrées, tandis que le Danemark est, depuis 2009, le premier pays du monde à taxer les graisses. Bien ciblées, ces taxes incitatives devraient réduire le prix de produits sains et les mettre ainsi à la portée des petits budgets. Elles pourraient contribuer à améliorer l'état de santé de la population et à diminuer les coûts dans le domaine de la santé.

D'autres mesures préventives devraient être envisagées en priorité pour promouvoir la santé au niveau mondial. Ce sont par exemple l'interdiction des substances chimiques particulièrement nocives et l'abandon de l'énergie nucléaire. À partir de quand le risque sanitaire est-il suffisamment élevé pour justifier l'intervention des États ou des organisations internationales? Ce n'est pas seulement une question de bon sens. L'importance que l'on accorde à la santé en tant que droit de l'homme, face à d'autres facteurs, relève en fin de compte de considérations politiques. ■

(De l'allemand)

Bénévoles au service des villageois

La santé est l'une des conditions essentielles du développement. C'est pourquoi la DDC mise beaucoup, dans ce domaine, sur l'amélioration des soins de base. Lorsque ses programmes sont efficaces, ils peuvent produire des effets qui dépassent de loin l'objectif initial. Les comités de santé villageois, au Kirghizistan, en sont un exemple: leur succès ne se limite pas au seul secteur de la santé.



CAH (Ministère kirghize de la santé, DDC, Sida, LED)

Ce paysan kirghize est venu faire contrôler sa pression sanguine auprès du comité local de santé.

(gn) Qu'ils soient menuisiers, institutrices ou femmes au foyer, des milliers de Kirghizes s'activent bénévolement dans les villages pour améliorer la santé et le bien-être de leurs concitoyens. Œuvrant en partenariat avec du personnel soignant professionnel, les membres des comités de santé locaux jouent un rôle crucial dans les régions rurales: ils cernent les besoins des gens, font des visites à do-

micile, organisent des séances d'information, lancent des projets de cultures potagères ou mènent des campagnes contre l'alcoolisme.

Dix ans après la création du premier comité dans le cadre du projet Action communautaire pour la santé (CAH), ces organismes bénévoles ont déjà largement contribué à promouvoir la santé des populations rurales. Ils proposent par exemple des



CAH (Ministère kirghize de la santé, DDC, Sda, LED) (6)

Dans les régions rurales, la population villageoise prend en main sa propre santé: désinfection de matériel pour lutter contre la brucellose (en haut à gauche), contrôle du sel ou discussion pour fixer les priorités.

Difficile transition au Kirghizistan

Jusqu'au début des années 90, la couverture médicale au Kirghizistan était efficace, gratuite et accessible à tous. Après la chute de l'Union soviétique, les ressources ont fait défaut pour préserver ce système. Dans le même temps, la pauvreté croissante ainsi que le délabrement des infrastructures d'adduction d'eau et de gestion des déchets ont détérioré la santé de la population. Malgré ses moyens limités, le gouvernement s'est engagé résolument dans la mise en place d'un nouveau système de santé: avec l'appui de l'OMS, de la Banque mondiale et de l'agence de développement américaine (Usaid), il a lancé en 1996 un réseau de médecins de famille, qui fonctionne aujourd'hui très bien. De plus, la réforme du système de santé semble en bonne voie. Le manque aigu de médecins se fait toutefois durement sentir, surtout dans les régions rurales. Beaucoup émigrent à l'étranger où ils gagnent bien mieux leur vie.

contrôles réguliers de la pression sanguine ou veillent à ce que des conduites d'eau délabrées soient remises en état. La distribution de tests destinés à contrôler la qualité du sel leur a valu un franc succès et suscité un vif intérêt au niveau international. Depuis que les commerçants et même leurs clients disposent d'un moyen simple pour vérifier si le sel contient effectivement les ingrédients mentionnés sur l'emballage, on ne trouve pratiquement plus de sel non iodé dans les magasins kirghizes. Conséquence: la prévalence du goitre, encore élevée dans les années 90, a fortement reculé. De l'avis de Tobias Schüth, qui a conçu et mis sur pied le projet CAH sur mandat de la Croix-Rouge suisse (CRS), la principale réussite enregistrée jusqu'ici réside dans le changement d'attitude de la population: «Les gens ont compris que ce n'est pas le ministère de la santé qui est responsable de leur bien-être, mais eux-mêmes.»

Investir dans l'infrastructure

Le programme destiné à réformer le système de santé kirghize prévoyait de mettre en place des soins de santé primaires. Dans la phase initiale, le gouvernement a toutefois accordé la priorité à l'indispensable rénovation des hôpitaux. Au cours de la première année de son intervention, la DDC, qui a contribué depuis 1999 à la réforme de la santé dans l'*oblast* (région) de Narin, s'est donc concentrée sur la réhabilitation et la restructuration des

hôpitaux. Cette mesure avait pour but de réduire leurs coûts de fonctionnement.

Chargée de la mise en œuvre du projet, la CRS a rapidement manifesté sa volonté de promouvoir aussi la santé dans les villages. Au ministère kirghize de la santé, cette exigence a d'abord éveillé le scepticisme. Ce n'est que lorsque la DDC a garanti que la réhabilitation des structures hospitalières progresserait selon le plan convenu que Tobias Schüth et son équipe ont été autorisés à travailler également dans les villages. «En respectant la volonté gouvernementale de poursuivre la rénovation des hôpitaux, la DDC a gagné la confiance des partenaires kirghizes et ouvert de nombreuses portes au nouveau projet», affirme M. Schüth.

Activités axées sur les besoins

Le projet visant les campagnes a misé sur une approche innovante: persuadés qu'il n'est possible d'améliorer la santé de la population qu'avec le concours des personnes directement concernées, les responsables ont invité les villageois à faire part de leurs préoccupations aux médecins locaux et au personnel soignant. «Les médecins et les infirmières vivent certes dans les villages, mais c'est la première fois qu'ils allaient sur le terrain pour demander aux gens leur avis, au lieu de simplement leur prodiguer des conseils», explique Tobias Schüth. Ce dialogue à un niveau tout à fait différent fut essentiel pour la suite. Au terme des discus-



Un comité de santé villageois discute de la procédure à suivre.

sions, les habitants ont remercié les médecins de les avoir écoutés. Les professionnels de la santé se sont dits impressionnés par l'étendue des connaissances de la population sur ce thème.

D'après Tobias Schüth, la réussite du projet a reposé sur le respect que médecins, personnel soignant et collaborateurs du projet ont témoigné aux villageois: «Nous les avons préparés à ces rencontres en organisant des cours intensifs sur le comportement non dominateur. Il arrive souvent en effet qu'un partenariat ne fonctionne pas, parce que l'on n'investit pas dans ce genre de réflexions. C'est pourtant tout aussi nécessaire que d'acquérir des connaissances sur l'anémie ou la pression sanguine.»

Ouverture et souplesse

D'une part, les rencontres dans les villages ont suscité la formation de comités de santé. D'autre part, elles ont permis de réunir des informations de première main sur les problèmes médicaux les plus pressants dans les zones rurales. À partir de là, les responsables du projet ont prévu une vaste palette d'activités en collaboration avec les intervenants. Ils ont pu le faire parce que la DDC a renoncé à fixer un cadre budgétaire strict et leur a laissé une grande autonomie: «Nous voulions mettre au point un modèle de promotion de la santé en région rurale. À cet effet, nous avons besoin d'argent pour les rencontres et les cours. Nous ne

savons rien de plus», se souvient Tobias Schüth. Selon lui, c'est la souplesse du donateur qui a permis d'élaborer un modèle bien adapté au contexte kirghize.

Les activités conçues dans le cadre du projet CAH se fondent sur une interprétation large de la promotion de la santé. Comme cela avait déjà été le cas pour les hôpitaux, on a beaucoup investi dans l'infrastructure des villages: nombre de dispensaires et de bains publics de l'ère soviétique ont été rénovés; des conduites d'eau ont été remises en état. «On ne peut pas faire la leçon aux gens et leur recommander de boire de l'eau potable lorsque les canalisations sont délabrées. Il faut commencer par réhabiliter le réseau d'eau», souligne M. Schüth.

Du projet pilote au programme

Les rencontres organisées avec les villageois ont révélé que l'anémie constituait le principal problème de santé. Dans le cadre d'une étude, le projet CAH a donc testé l'efficacité d'un mélange de micronutriments appelé Sprinkles. Il s'agit d'une poudre contenant du fer, des vitamines, du zinc et de l'acide folique, que l'on ajoute aux aliments pour enfants. Grâce à cette nouvelle méthode, le recul de l'anémie a atteint jusqu'à 40% dans les régions pilotes. Encouragé par ce succès, le Kirghizistan a été le premier pays du monde à lancer en 2011 un programme national de distribution de sachets de Sprinkles.

Liens

www.cah.kg
www.ddc.admin.ch/asi-centrale

Mais c'est tout le projet CAH qui est une réussite : le scepticisme initial du ministère de la santé s'est vite envolé. D'autres villages sont venus s'ajouter aux quinze premiers. Depuis 2005, les comités de santé font partie intégrante du programme officiel de réforme, qui veut développer l'infrastructure sanitaire dans les campagnes. Aux côtés de la DDC, d'autres donateurs se sont engagés entre-temps à cofinancer l'extension du programme à l'ensemble du pays.

Le ministère kirghize de la santé met pour sa part des moyens financiers et du personnel à la disposition des provinces, afin de soutenir les comités de

santé. Ceux-ci ne se contentent plus de participer aux projets du CAH. Nombre d'entre eux ont lancé leurs propres initiatives et coopèrent désormais avec différents partenaires, dont les autorités locales. « Les gens ont appris à se faire entendre, à traiter avec les autorités et à trouver des ressources », constate Tobias Schüth. « La démocratie s'instaure ainsi à partir de la base. Notre projet de promotion de la santé y a contribué presque involontairement. » ■

(De l'allemand)

La santé, un thème mondial

(gn) Ces dernières années, la DDC n'a cessé de multiplier ses activités dans le domaine de la santé, tout en se concentrant sur trois priorités thématiques :

- renforcer les systèmes de santé aux niveaux local et national ;
- améliorer la santé des mères et des jeunes enfants, de même que la santé sexuelle et reproductive ;
- lutter contre les principales maladies infectieuses et non transmissibles.

La DDC soutient des projets et des programmes ayant trait à la santé dans le cadre de sa coopération bilatérale avec les pays de l'Est, ainsi qu'en Afrique australe et orientale. En reliant ces activités à son engagement sur le plan multilatéral, elle parvient à exploiter au mieux les synergies potentielles.

À l'avenir, la Suisse s'investira davantage en faveur de la santé, tant dans ses programmes par pays que sur la scène politique mondiale. Vu le nombre et le poids des acteurs intervenant dans ce domaine, c'est là un projet ambitieux. « Nous allons nous concentrer sur des thèmes où nous pensons pouvoir faire bouger les choses, grâce à l'expérience tirée de la coopération bilatérale et multilatérale, et grâce à nos partenariats stratégiques », prévoit Gerhard Siegfried, responsable du thème de la santé à la DDC. Il s'agit par exemple d'accroître l'intérêt porté sur le plan mondial à la lutte contre les maladies tropicales négligées ou au financement de la santé. La DDC entend également renforcer les liens avec les activités menées dans les domaines de l'eau et de l'alimentation – où la santé joue un rôle cen-

tral – et explorer des formes novatrices de collaboration avec l'aide humanitaire.

www.ddc.admin.ch, « Thèmes », « Santé »



Fernando Moleres/laif

Courir d'un projet à l'autre pour se soigner

La santé pour tous ! Alors que nous devons l'atteindre en l'an 2000, cet objectif reste un beau rêve. La politologue et sociologue allemande Ilona Kickbusch, spécialiste de la santé, évoque ce qui est allé de travers, mais explique aussi pourquoi elle garde bon espoir. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Lorsque des gens cherchent de la nourriture dans les dépotoirs (ici au Nicaragua), leur santé en est directement affectée.



Ilona Kickbusch est une spécialiste de la politique globale de santé, en particulier de la promotion de la santé. Née à Munich en 1948, elle a étudié les sciences politiques et la sociologie à l'Université de Constance. Ensuite, elle a occupé pendant près de vingt ans diverses fonctions au sein de l'OMS et participé à la rédaction de la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé. Outre ses activités de professeure invitée et de conseillère d'institutions nationales et internationales, Ilona Kickbusch dirige depuis 2008 le Programme de santé globale à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. www.ilonakickbusch.com www.graduateinstitute.ch, « Recherche », « Centres et programmes », « Global Health Programme »

Un seul monde : Pourquoi la politique de la santé est-elle un thème mondial ? Les différences régionales et le fossé entre pays riches et pauvres ne sont-ils pas trop grands pour tenir dans une seule politique ?

Ilona Kickbusch : Certes, les écarts sont grands. Cependant, nous vivons dans un monde globalisé, si bien que divers problèmes de santé peuvent être ramenés à un dénominateur commun. Il existe ainsi des liens notoires entre la faim qui sévit dans de nombreux pays en développement et les dérives de l'industrie alimentaire, qui conduisent chez nous au surpoids. Ces interactions sont massives et ne cessent de s'intensifier. Il faut donc intervenir à plusieurs niveaux. Même des actions locales, voire individuelles, peuvent s'avérer efficaces. Un de mes collègues dit toujours que l'un des actes politiques que nous accomplissons au quotidien, dans le Nord, consiste à choisir notre alimentation. Si nous continuons à manger autant de viande, les paysans africains en subiront les conséquences. Si nous continuons à subventionner notre agriculture, le désert ne manquera pas d'engloutir des terres arables dans les pays en développement.

Quels sont, à votre avis, les problèmes mondiaux les plus aigus en matière de santé ?

L'environnement, l'alimentation et la répartition des richesses. Mais il y a bien sûr aussi les problèmes de santé eux-mêmes : la résistance croissante aux antibiotiques ou les maladies non transmissibles et chroniques telles que le cancer et le diabète. Ce sont là des défis qui exigent des interventions à l'échelon national, mais qui touchent aux intérêts de l'industrie orientée vers le cadre multinational. Des actions s'imposent donc aussi au niveau mondial. L'un des grands débats qui nous attendent devra répondre à deux questions : comment définissons-nous la santé en tant que bien public mondial et comment pouvons-nous la financer pour garantir que chacun y ait accès ?

Il devient toujours plus difficile de financer la santé, chez nous certes mais surtout dans les pays pauvres, où même les soins de base ne sont pas toujours garantis. Comment remédier à cette situation ?

Les problèmes d'argent comportent toujours deux aspects. Si l'on considère la répartition des fonds



Eric Lafforgue/Invision/afair

Pendant longtemps, on ne demandait pas aux systèmes de santé d'amener les médicaments le plus près possible des populations – comme dans ce centre de distribution au Somaliland.

Un texte fondateur

La Charte d'Ottawa a été adoptée en 1986 lors de la première Conférence internationale de l'OMS pour la promotion de la santé, réunie dans la capitale canadienne. Elle affirme que « la bonne santé est une ressource majeure pour le développement social, économique et individuel et une importante dimension de la qualité de vie ». Parmi les principales actions destinées à promouvoir la santé pour tous, la charte cite notamment « l'élaboration de politiques pour la santé », ainsi que la mise en place d'un système de soins qui ne se contente pas d'offrir des « services cliniques et curatifs ». Elle met aussi l'accent sur la promotion de l'égalité des chances dans le domaine de la santé, afin de permettre à tout individu de réaliser au mieux son potentiel de santé. www.euro.who.int, chercher « Charte d'Ottawa »

disponibles dans les pays très pauvres, on constate que ces derniers n'accordent pas toujours une grande priorité à la santé. Par ailleurs, nombre d'entre eux comptent sur les organismes de développement, donc sur l'étranger, pour financer l'essentiel du budget qu'ils consacrent à ce secteur. Or, l'aide internationale alimente plutôt des programmes spécifiques que la création de systèmes nationaux de santé. Ainsi, certains donateurs œuvrent à améliorer la santé des mères et des enfants, d'autres luttent contre la malaria et le sida, au lieu de rassembler tous ces fonds pour mettre en place un système de soins de santé primaires. Lorsque leur famille doit faire face à plusieurs problèmes de santé, les personnes défavorisées doivent donc courir d'un projet à l'autre.

Pourquoi peine-t-on autant à promouvoir directement des systèmes de santé ?

Du fait que nous disposions de méthodes permettant de sauver des vies, nous avons négligé la mise sur pied de systèmes de santé globaux, qui auraient pourtant sauvé beaucoup plus de vies à long terme. Les programmes médicaux sont trompeurs, car ils sont très proches des gens et leurs succès sont mesurables. Je peux compter le nombre d'enfants que j'ai vaccinés ou les pilules contre le sida que j'ai distribuées. Il m'est difficile d'en faire autant lorsque j'investis dans un système de santé. De plus, ces vingt dernières années, des institutions financières telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont encouragé la privatisation du secteur de la santé. Ce mouvement a sonné le glas de systèmes nationaux mis sur pied par les anciennes colonies après leur indépendance. De même, les systèmes performants qui exis-

taient au sein de l'ex-Union soviétique ont été simplement détruits. Dans tous ces pays – et même si l'on fait abstraction du sida pour nombre d'États africains –, l'espérance de vie en bonne santé est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était dans les années 60.

Est-il en fait possible de respecter le droit de l'homme à la santé ?

Si nous voulons respecter ce droit, nous devons élaborer un système mondial, tant pour les soins que pour la prévention. Sa mise en pratique passe en priorité par l'eau et l'hygiène. Viennent ensuite la vaccination contre les principales maladies infantiles, l'application de la Convention-cadre pour la lutte antitabac et une meilleure alimentation. Là, nous savons ce qu'il faut faire. Dans le secteur des médicaments, en revanche, nous devons trouver de nouvelles solutions. Les entreprises pharmaceutiques sont parfaitement conscientes que leur modèle industriel ne survivra pas longtemps. Lorsque les brevets ne généreront plus de profits substantiels, nous assisterons peut-être à une révolution similaire à celle qui a frappé le monde du disque. Reste à connaître son impact sur l'évolution des médicaments. On pourrait envisager de créer des centres de recherche, à l'instar des instituts internationaux dans le secteur agricole. La Suisse ou l'Union européenne, par exemple, pourraient mettre à la disposition des maladies négligées une partie des fonds importants qu'elles consacrent à la recherche. ■

(De l'allemand)

Faits et chiffres

La santé est un droit de l'homme

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.
2. Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue de garantir le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer :
 - (a) la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant ;
 - (b) l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle ;
 - (c) la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies ;
 - (d) la création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Charte internationale des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), article 12

Citation

« La mortalité prématurée, la morbidité évitable et la malnutrition sont toutes des manifestations de la pauvreté. Je pense que la privation de la santé est l'aspect central du problème de la pauvreté. »

Amartya Sen, lauréat du prix Nobel d'économie en 1998

Densité de médecins dans quelques pays

Nombre de médecins pour 1000 habitants (2007-2009)

| | |
|--------------|------|
| Mozambique | 0,03 |
| Burkina Faso | 0,06 |
| Afghanistan | 0,21 |
| Inde | 0,65 |
| Pakistan | 0,81 |
| Chine | 1,41 |
| Bésil | 1,76 |
| Japon | 2,14 |
| Kirghizistan | 2,30 |
| États-Unis | 2,42 |
| Suisse | 4,07 |

(source : statistique de l'OMS)

Le nombre de médecins par habitant n'est que l'un des indicateurs utilisés pour mesurer l'offre en soins de santé d'un pays donné. Par ailleurs, la couverture médicale est nettement meilleure dans les régions urbaines qu'à la campagne, et cela quel que soit le pays.

Liens

Organisation mondiale de la santé :
www.who.int

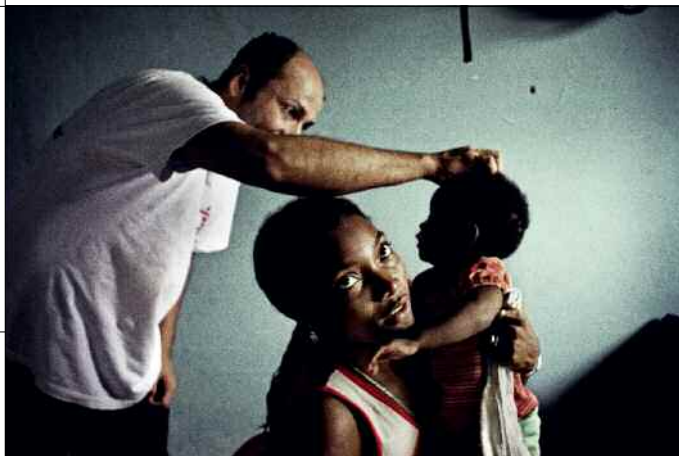
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme :
www.theglobalfund.org

Réseau Medicus Mundi Suisse : nombreuses informations et prises de position sur les thèmes actuels de la politique de santé et liens vers les 45 organisations membres du réseau :
www.medicusmundi.ch

Activités de la DDC dans le domaine de la santé :
www.ddc.admin.ch, « Thèmes », « Santé »

Réseau santé de la DDC (en anglais) :
www.sdc-health.ch

Francesco Zizala/Noorifair



Chiffres clés

En 2009, l'espérance de vie moyenne de la population mondiale se situait à 68 ans. En Suisse, pays qui figure parmi les premiers du classement, elle atteint 82 ans, alors qu'elle est inférieure à 50 ans dans des États comme l'Afghanistan ou le Tchad.

En 2010, la part des dépenses de santé a représenté en moyenne 10,4% du revenu par habitant dans le monde.

En 2008, quelque 36 millions de personnes sont mortes des suites de maladies non transmissibles. Cela correspond à 63% de tous les décès.

Au total, 23% des cas de maladie sont à mettre sur le compte des conditions de vie. Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement tue 2 millions de personnes chaque année.

La malédiction du pétrole

Coups d'État et rébellions jalonnent l'histoire du Tchad depuis son indépendance en 1960. Une instabilité nourrie par ses deux voisins, la Libye et le Soudan, mais surtout par la France, l'ancienne puissance coloniale. Ce pays sahélien a maintenant retrouvé la paix. L'exportation de pétrole procure au gouvernement des recettes qui se chiffrent en milliards de dollars. Est-ce la promesse d'un avenir meilleur pour les 11,5 millions de Tchadiens ? De Ruedi Küng*.



À Maïkeri, les installations de prospection pétrolière (en arrière-fond) bloquent les pistes rurales qui mènent aux champs.

Maïkeri, un petit village dans le sud-ouest du Tchad. Dans la touffeur de la mi-journée, des femmes et des enfants font la sieste et boivent du thé sucré devant une maison au toit de chaume, à l'ombre de palmiers et de karités. On entend çà et là mugir une vache, grogner un cochon et bêler des chèvres. Ce tableau serait idyllique sans la présence d'une haute cheminée dont la flamme brûle du gaz naturel, d'une ligne à haute tension portée par des pylônes argentés, de réservoirs clôturés

et de bâtiments appartenant à la société pétrolière Esso.

Les habitants de Maïkeri vivent l'industrie pétrolière comme l'invasion d'une puissance étrangère. Auparavant, il n'y avait ici que des fermes, de la savane et des cultures. Des pistes menaient aux champs, où les paysans plantaient ce qu'il leur fallait pour mener une vie modeste. « C'est le passé », déplore Auguste Djinodji, le doyen du village, âgé de 95 ans. « Nous sommes pauvres. Mais autrefois,

nous avons au moins des champs à cultiver. Avec le pétrole, nous n'avons plus de terres.»

Quelques rares emplois

Près de cinquante puits ont été forés sur le territoire du village. Tous sont entourés d'un grand cercle de terre battue rouge et reliés par des voies d'accès. Ces installations et bien d'autres ont fortement réduit les surfaces cultivables; elles empêchent les villageois d'utiliser les pistes rurales et les obligent à faire de grands détours pour rejoindre les quelques lopins de terre encore exploitables. En

doyen du village constate amèrement: «Après avoir perdu nos champs, nous avons placé nos espoirs dans le pétrole. En vain.»

Argent gaspillé, promesses en l'air

Village enclavé au milieu d'installations d'extraction, Maïkeri est très lourdement affecté par l'industrie pétrolière. Mais ce n'est pas un cas isolé: entre Doba et Moundou, quantité de localités connaissent une situation identique ou analogue; cette zone, l'une des plus pauvres du Tchad, compte plus de 800 sites de forage. La présence de gise-

Le Tchad en bref

Capitale

N'Djaména
(1 million d'habitants)

Superficie

1,28 million de km²

Population

11,5 millions

Langues

Officielles: français, arabe
Environ 130 langues indigènes: sara, baguirmi, tuburi, moudang, etc.

Âge moyen

15 ans

Espérance de vie

49,6 ans

Religions

Musulmans: 60%
Chrétiens: 30%
Animistes: 10%

Scolarisation

Deux tiers de la population ne sait ni lire ni écrire (taux d'analphabétisme le plus élevé d'Afrique)

Nord-Sud

Au Nord vivent en majorité des éleveurs arabomusulmans, au Sud des petits paysans chrétiens

Économie

80% de la population active travaille dans l'agriculture, mais ne parvient pas à couvrir les besoins alimentaires du pays. De graves sécheresses provoquent régulièrement des crises d'approvisionnement.

Produits d'exportation

Coton, bétail, gomme arabique et pétrole



Photo: King (2)

Plus de soixante élèves se pressent dans la pailote qui sert de salle de classe.



outre, les habitants se plaignent d'être chicanés par les employés des sociétés de surveillance. Après des vols non élucidés sur le terrain de l'entreprise pétrolière, que l'on a imputés aux villageois, le gouverneur a décrété un couvre-feu. Depuis lors, les agents de sécurité sont devenus encore plus durs, dit Auguste Djinodji. «Ils nous interdisent de quitter Maïkeri. Même en cas de maladie grave, ils ne nous laissent pas aller jusqu'au dispensaire le plus proche, qui se trouve dans un autre village.»

Il est devenu impossible de vivre comme avant. Esso a bien versé des indemnités aux paysans dépossédés de leurs terres. Mais beaucoup d'entre eux, dépassés par une somme dont ils n'avaient pas l'habitude, ont simplement dilapidé cet argent. Il n'y a que peu d'emplois, en raison notamment du manque de formation scolaire. Plus de soixante garçons et filles se pressent dans la pailote venteuse qui sert de salle de classe, mais l'instituteur Elisé Djikoldingam ne dispose que d'un livre par branche pour tous ces élèves.

L'école a reçu d'Esso l'équivalent de 920 francs suisses d'indemnités pour le forage d'un puits dans la cour de l'ancien bâtiment. Des fonctionnaires ont détourné 195 francs. Le reste a servi à payer des salaires en souffrance, des tableaux et de la craie. Le

ments de pétrole dans la région de Doba est connue depuis les années 70. Leur exploitation exige cependant des capitaux importants. Pour limiter leurs risques, des investisseurs américains et malaisiens ont sollicité une participation de la Banque mondiale. Celle-ci a accepté, car elle voulait se profiler dans la lutte contre la pauvreté et faire du Tchad un exemple d'exploitation socialement responsable des ressources.

Le projet de pétrole tchadien a été scellé en 1999. Il prévoyait la réalisation d'un oléoduc de plus de 1000 kilomètres à travers le Cameroun jusqu'au Golfe de Guinée et des investissements totalisant 3,7 milliards de dollars. Le gouvernement, de son côté, a promis de consacrer une partie de la manne pétrolière à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, à l'environnement, aux ressources en eau et au développement rural, en particulier dans la zone d'extraction de Doba. Il s'est aussi engagé à constituer un fonds pour les générations futures et à rendre compte publiquement de l'affectation des recettes pétrolières.

Il ne reste pas grand-chose de ces promesses. La loi correspondante a été abrogée. Certes, la volonté de développer cette région grâce à l'argent du pétrole existe toujours: on a construit un hôpital, un ly-



cée et un stade de football. Mais rien de tout cela n'est utilisé, s'indigne M^{gr} Michele Russo, évêque de Doba. La ville ne dispose pas d'une équipe de football, le lycée n'a pas trouvé d'enseignants et il n'y a ni médecins ni personnel soignant pour faire fonctionner l'hôpital. On ne saurait donc parler d'exploitation socialement responsable du pétrole. D'ailleurs, la Banque mondiale s'est elle aussi retirée du projet.

Des pétrodollars pour la troupe

Si le président tchadien Idriss Déby a rompu son engagement à l'égard de la Banque mondiale, c'est que son régime était de plus en plus menacé. Il avait besoin d'argent pour acheter des armes et la loyauté de ses troupes. Lorsque les rebelles ont pénétré dans la capitale N'Djaména en 2008, il n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce aux soldats français de l'opération Épervier, stationnés au Tchad. Les rebelles, eux, devaient leur force de frappe au soutien du président soudanais Omar el-Bachir. En 1990, ce dernier avait aidé Idriss Déby à renverser le dictateur Hissène Habré. Mais l'éclatement de la guerre civile au Darfour les avait ensuite divisés : Déby soutenait les insurgés soudanais du Darfour et el-Bachir les rebelles tchadiens. Les deux présidents se sont réconciliés en 2010. Ils entretiennent depuis lors « d'excellentes relations », affirme Moussa Dago, secrétaire général au ministère des affaires étrangères. Le Tchad a retrouvé la paix. En 2011, Idriss Déby a vaincu l'opposition politique dans les urnes pour la quatrième fois. Il a depuis longtemps fait modifier la Constitution qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. En outre, des agents sans scrupules du gouvernement et du parti veillent à étouffer les voix critiques.

Désertification menaçante

Le pétrole représente les deux tiers du budget tchadien. Esso a versé plus de 6 milliards de dollars dans les caisses de l'État depuis le début de l'extraction en 2003, selon son directeur Scott Miller. Entre-temps, d'autres gisements ont été découverts. Le président Déby en a attribué l'exploitation – sans fixer d'obligations sociales – à la compagnie pétrolière nationale chinoise CNPC. Cette dernière a construit une raffinerie à N'Djaména, mise en service en 2011, et un oléoduc qui la relie à la zone d'extraction, près de Bongor.

Le pétrole a fait passer le produit intérieur brut du Tchad de 200 à plus de 900 dollars par habitant. De coûteuses limousines et des 4x4 climatisés circulent sur les avenues asphaltées de la capitale. Le long de ces routes, de nombreux bâtiments (des ministères, des bureaux, un hôpital, des écoles, des hôtels et des logements) ont été construits ou réno-



Henri Vincent/REX/Alaf

Malgré les juteuses recettes provenant de l'extraction du pétrole, la pauvreté est toujours aussi grande.

vés ces dernières années. Pourtant, la pauvreté reste considérable. Dans le classement de l'ONU selon l'indice de développement humain, le Tchad occupe la 183^e place sur 187 pays. Le dénuement est manifeste non seulement dans les zones rurales, mais aussi à la périphérie de la capitale. Beaucoup de gens venus de la campagne vivent dans de simples maisons en briques dépourvues d'eau et d'électricité. La nuit, ces quartiers sont plongés dans l'obscurité.

Pendant ce temps, le président Déby réitère ses promesses à la population : sécurité alimentaire, accès aux soins, salubrité de l'habitat, eau potable et énergie, bonne gouvernance, transparence et unité nationale. Il promet également de soutenir l'agriculture et l'élevage, très négligés à cause du pétrole. La production de coton, par exemple, a diminué de quatre cinquièmes ces dix dernières années, indique Jean-Claude Brou, représentant de la Banque mondiale. L'agriculture et l'élevage ont besoin d'une aide durable, car le changement climatique et le processus de désertification menacent l'existence même des populations.

La sécheresse, qui sévit depuis 2010, met en évidence cette précarité. Elle a décimé le cheptel national et amputé la production céréalière de plus d'un tiers. Le chemin du Tchad vers un avenir meilleur est encore long. ■

**Ruedi Küng a été correspondant en Afrique de la radio alémanique DRS pendant douze ans. Ce spécialiste du continent noir gère aujourd'hui le site InfoAfrica.ch.*

(De l'allemand)

La deuxième vie des fûts de pétrole

Avec ses 120 000 barils de pétrole par jour en moyenne, le Tchad fait figure de petit producteur à l'échelle du continent. Le Nigeria, par exemple, en produit vingt fois plus. Cependant, l'or noir a procuré au gouvernement tchadien plus de 6 milliards de dollars (70% des recettes publiques) depuis 2003. Ces 120 000 barils (unité de mesure) rempliraient 86 000 fûts de pétrole, comme ceux que l'on voit partout dans le pays. Sur le marché aux métaux de Moursal, à N'Djaména, les piles de vieux tonneaux forment de véritables murailles. Des forgerons découpent, martèlent et soudent cette ferraille pour en tirer tous les ustensiles possibles : poêles, pots, woks, coffres, brouettes, pelles, pioches, houes, etc. Les fûts usagés servent aussi très souvent de réservoirs d'eau. Dans le désert de l'Ennedi et du Tibesti, les nomades les utilisent pour stabiliser les puits.

Une journée sur le terrain avec...

Didier Douziech, directeur du bureau de la coopération suisse à N'Djaména

Heureusement que l'aéroport de N'Djaména, situé à deux minutes de ma maison, n'a rien d'un *hub* comme ceux de Londres ou Paris. Le trafic est si faible que le bruit des avions ne me dérange pas. En revanche, une base militaire française jouxte l'aéroport et les Mirage décollent tous les matins à 7 heures dans un vacarme épouvantable. Impossible de faire la grasse matinée. Le week-end, c'est ennuyeux.

Les jours de semaine, je me lève de toute façon à 6 heures. Je suis l'un des premiers à arriver au bureau, aux environs de 7h15. Ma première tâche consiste à lire le courrier et à signer divers documents tels que contrats, chèques, virements bancaires, etc.

Ce matin, mes collègues et moi faisons le point sur les projets en cours. Cette importante séance hebdomadaire réunit les six chargés de programme et les cinq membres de la direction. Chacun expose l'évolution des projets dont il s'occupe et fournit des informations utiles à l'ensemble de l'équipe. Aujourd'hui, je suis obligé de partir avant la fin de la discussion, pour filer à une réunion des dona-



DDC

teurs ensemble un accord bilatéral pour la mise en œuvre d'un programme de la DDC sur la gestion des eaux de ruissellement dans la région sahélienne de l'Ennedi.

Les projets de la DDC sont répartis dans l'ensemble de ce vaste pays. Vu les distances à parcourir, il m'est impossible de les visiter tous régulièrement. Ce sont les chargés de programmes et mes deux adjoints qui en assurent le suivi. Eux sont plus directement liés aux opérations, tandis que mon rôle est plutôt celui d'un manager. En plus des affaires courantes, nous sommes tous occupés cette année par l'élaboration d'une nouvelle stratégie de coopération pour la période 2013-2016. La DDC a l'intention de concentrer ses activités sur le plan thématique et géographique.

Le plus souvent, je quitte le bureau vers 18 heures. Parfois, mes collègues ou moi devons participer à des cocktails diplomatiques ou à des réceptions officielles, vu que la Suisse n'a pas d'ambassade au Tchad. Ce soir, j'ai de la chance : pas de mondantés au programme. Arrivé chez moi, je m'installe un moment au jardin pour observer la riche avifaune locale. Sans être un grand connaisseur, j'ai identifié une douzaine d'espèces d'oiseaux différentes. Ma femme et moi passons la soirée à la maison. Il existe quelques bons restaurants à N'Djaména, mais nous mangeons rarement en ville. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

« Le gouvernement tchadien doit formuler des stratégies claires. »

teurs qui commence à 10 heures dans les bureaux de la Banque africaine de développement.

Les donateurs se retrouvent en effet une fois par mois pour coordonner leurs activités. Ce processus, lancé au printemps 2011, donne déjà des résultats. Chacun de nous sait exactement qui fait quoi et dans quelle région. Nous avons aussi créé des sous-groupes thématiques pour améliorer la coordination dans les différents secteurs. Toutefois, le gouvernement tchadien a encore du mal à s'asseoir « sur le siège du conducteur ». Il doit formuler des stratégies claires afin que l'aide puisse s'aligner sur les priorités nationales.

De retour au bureau, je mange un fruit en vitesse et relis une demande de crédit qui doit être expédiée rapidement à Berne. À 15 heures, j'ai rendez-vous chez le ministre de l'agriculture. Nous évo-

Trois instruments de coopération

Le Tchad est un pays prioritaire de l'aide bilatérale suisse, qui y déploie des activités depuis 1965 déjà. Actuellement, la DDC réalise une douzaine de projets de développement dans les trois grandes zones agroclimatiques du pays : le Sahara au nord, le Sahel au centre et les régions tropicales au sud. Elle travaille dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie rurale. La DDC fournit également une aide humanitaire aux réfugiés. Plus de 250 000 personnes, venues du Darfour, vivent en effet le long de la frontière avec le Soudan et environ 75 000 Centrafricains ont trouvé refuge au sud du Tchad, fuyant des affrontements armés dans leur pays. D'autre part, la division Sécurité humaine du DFAE met en œuvre un programme de prévention des conflits et de promotion de la paix.

www.ddc.admin.ch/tchad
www.swiss-cooperation.admin.ch/tchad

Un rêve d'équilibre entre homme et femme

Mon père Bougaye Nourène appartenait à la Garde nationale et nomade du Tchad. Il tenait fermement à la réussite de ses cinq filles et de ses six garçons. Il nous a tous inscrits à l'école malgré les commentaires de ses proches qui le lui déconseillaient, craignant notamment que les filles ne deviennent des femmes mal éduquées.

Dans le cadre des activités sportives de l'école, la course était ma discipline favorite. Du fait de mes performances sur 100 et 200 mètres, j'ai été confiée à un entraîneur qui m'a préparée en vue des compétitions nationales et internationales. J'ai remporté de nombreuses épreuves et gagné des médailles, notamment lors des Jeux d'Afrique centrale, au Gabon en 1976.

Cependant, ma vocation sportive a été mal perçue dans mon milieu. On ne pouvait pas admettre qu'une fille se livre à des activités de ce genre. Après avoir résisté pendant quelques années, mon père a dû céder à la pression sociale et s'est vu contraint de me donner en mariage à 14 ans. Il a cependant exigé que je poursuive ma scolarité une fois mariée. Telle est la loi de notre société : une jeune fille n'a pas le droit de choisir son futur époux. De ce mariage sont nés deux filles et un garçon, qui sont grands aujourd'hui.

Après quelques années de vie conjugale, mon mari est décédé.

À l'époque où Hissène Habré était au pouvoir, j'ai milité au sein du parti unique, l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (Unir). Mère au foyer, je voulais prouver la capacité d'une femme à agir. J'ai occupé les postes de déléguée régionale de l'animation politique et de secrétaire générale de l'Ofunir, l'organisation des femmes au sein du parti. Malheureusement, j'ai fini par aller en prison, victime d'hommes jaloux de ma position.



Achta Bougaye est une Tchadienne de religion musulmane et membre de l'ethnie bidio. Elle est née en 1964 à Abéché, ville située à quelque 800 km de la capitale N'Djaména. Aujourd'hui, elle vit à Ati, dans la région du Batha, où toute la famille s'était installée quand le père d'Achta a pris sa retraite. Cette mère de trois enfants, veuve et remariée, travaille pour la DDC. Elle coordonne un projet de formation des femmes.

Lorsque j'ai cessé de faire de la politique, j'ai repris des études dans le domaine de la santé. Puis la maladie m'a obligée à les interrompre. Une fois guérie, j'ai travaillé quelque temps comme bénévole à l'hôpital d'Ati, avant de réorienter ma carrière vers un emploi d'agent technique en agriculture. En janvier 1995, la coopération suisse m'a recrutée en tant qu'animatrice et formatrice de femmes dans le Batha. Là encore, j'ai pu prouver ma capacité de réaliser des choses autant que les hommes. Ce projet s'est rapidement développé. Grâce à lui, les

femmes du Batha sont désormais plus respectées par les hommes et peuvent donner leur avis sur les grandes décisions familiales ou communautaires.

À cette époque, une autre décision très importante a marqué un tournant dans ma vie : mon deuxième mariage. J'avais été nommée coordinatrice de ce projet de la DDC dans le Batha, mais il n'était pas envisageable dans notre société qu'une célibataire se tienne devant d'autres femmes pour les former. Personne ne m'aurait prise au sérieux. C'est ainsi que j'ai commencé à fouiner, à prospecter, afin de dénicher l'homme qu'il me fallait pour réaliser mon rêve d'un équilibre réel au sein du couple. Et comme Dieu aime les bonnes choses, il a placé sur mon chemin l'homme que je cherchais depuis quelques années. Oui, il était vraiment celui qu'il me fallait. Aujourd'hui, c'est lui ma force, mon double. Nous pratiquons et vivons le développement équilibré entre homme et femme sous toutes ses formes. Beaucoup d'hommes qui le prenaient pour un fou se sont mis à l'imiter au sein de leur famille. ■



Des chiens de garde pas très mordants

Quatrième pouvoir, les médias exercent une influence considérable sur l'opinion publique, dans la mesure où ils tiennent à l'œil la politique, la justice et l'économie. En Tanzanie, la DDC cofinance le Conseil de la presse et le Fonds pour les médias. Celui-ci soutient l'émergence d'un journalisme de qualité, notamment par l'octroi d'aides financières et par un programme de formation.



Le Conseil tanzanien de la presse réclame une amélioration des lois.

(mw) En 2010, la station de radio Kili FM, située dans la région du Kilimandjaro, a invité plusieurs politiciens dans son studio, pour que les auditeurs puissent les interroger sur leurs promesses électorales. Certains ont fait si pâle figure qu'ils n'ont pas été réélus. De son côté, la radio locale Sengerema FM, à Mwanza, dans le nord, a révélé l'état catastrophique d'une école primaire, obligeant son directeur à démissionner. Et lorsque des journalistes ont découvert en 2009 que des nourrissons tombaient malades après avoir consommé du lait en poudre, les autorités ont immédiatement réagi et retiré du marché des produits falsifiés.

La Tanzanie connaît quelques exemples de journalisme indépendant et d'investigation, mais ils restent l'exception. La presse manque de moyens financiers, de formation professionnelle et de liberté. Elle est en outre très exposée à la corruption: les journalistes parlent ouvertement de «l'enveloppe brune» qui atterrit parfois sur leur table de travail.

Deux organismes, un objectif

Depuis cinq ans, la DDC soutient le journalisme dans ce pays d'Afrique orientale, en menant des actions ciblées. Ainsi, elle fait partie des bailleurs de fonds du Conseil national de la presse qui se bat

pour une amélioration de la législation et défend les journalistes mis en cause pour leurs reportages ou soumis à des pressions diverses. La DDC alimente également le Fonds tanzanien pour les médias (TMF), créé en 2006. Celui-ci octroie des subsides à des journalistes pour leur permettre de faire des recherches approfondies ou de couvrir la situation dans les zones rurales. Il propose des formations et un programme de mentorat. Le TMF récompense aussi des reportages de qualité. Son credo: «Les médias doivent jouer le rôle de chiens de garde de la société.»

Juliane Ineichen, de la section Afrique orientale et australe à la DDC, partage cet avis tout en soulignant que le journalisme de qualité dépasse largement la fonction de censeur: «Il nous paraît important de ne pas se limiter à une critique systématique du gouvernement, mais de pratiquer un journalisme global et diversifié qui reflète l'ensemble des opinions politiques et toutes les facettes de la société civile.» Un bon travail d'enquête peut avoir des effets positifs directs sur la population, comme le démontre l'exemple du lait en poudre. Le TMF a cofinancé une partie des recherches qui ont révélé ce scandale. ■

(De l'allemand)

La Déclaration de Zanzibar

En mai 2010, des journalistes de dix pays d'Afrique orientale et australe – dont la Tanzanie – se sont réunis à Zanzibar pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Dans une déclaration commune, ils ont souligné l'importance que revêt la liberté d'opinion et d'information pour le développement économique et démocratique d'un État. Ils ont exhorté leurs gouvernements à créer de meilleures bases légales pour garantir la liberté de la presse, à faciliter la formation de l'opinion et à protéger les journalistes contre la répression.

www.mct.or.tz/mediacouncil, «Media Freedom», «World Press Freedom Day»

www.tmf.or.tz

Désenclaver les montagnards

Alors même que son économie progresse rapidement, le Laos reste un des pays les plus pauvres de la planète. Sa croissance profite essentiellement aux habitants de la plaine. Les ethnies défavorisées, qui vivent pour la plupart dans les montagnes, n'en ont que des miettes. Un projet de la DDC soutient 19 villages prai dans le district de Saysathan.



DDC

En quelques années, le taux de vaccination est passé de 30 à plus de 60% au sein de l'ethnie prai.

Bombes et munitions non explosées

Pendant le conflit du Viêt-nam, le Laos est resté neutre. C'est pourquoi les États-Unis ne lui ont jamais officiellement déclaré la guerre. Il fait pourtant partie des pays les plus bombardés du monde. Afin d'écraser les forces communistes stationnées au Laos et au Nord-Viêt-nam, les avions américains ont mitraillé ce pays entre 1966 et 1973, y déversant l'équivalent de 2,5 tonnes d'explosif par habitant. Les munitions non explosées restent aujourd'hui encore un danger considérable, surtout dans l'est, près de la frontière avec le Viêt-nam. L'ethnie prai vit dans le nord-ouest du Laos, non loin de la Thaïlande.

(mw) Dans l'ethnie prai, les hommes qui se marient vont habiter dans la maison de leur épouse. Les filles héritent de la terre. Et les clans d'une certaine importance sont en général dirigés par des femmes. En dépit de ces structures matriarcales, il est difficile, dans la région de Saysathan, de faire participer des femmes à un projet de développement. C'est d'une part une question d'éducation : seules 28% des filles sont scolarisées jusqu'en cinquième année, alors que cette proportion atteint 41% chez les garçons. Par ailleurs, les femmes se tiennent à l'écart des projets qui dépassent le contexte familial. Dès qu'il s'agit de routes, de puits ou d'interventions de nature économique comme la création d'une champignonnière, c'est l'affaire des hommes. «Ce genre de constellations constitue pour nous un défi passionnant mais difficile, car nous tenons à inclure également des femmes dans nos efforts de développement», explique Liliane Ortega, responsable du secteur Agriculture et sécurité alimentai-

re au bureau de coopération de la DDC à Vientiane.

Par rapport à d'autres activités de la DDC au Laos, le projet de réduction de la pauvreté dans les régions montagneuses éloignées, qui vise à soutenir l'ethnie prai, est plutôt modeste et circonscrit localement. «Je pense cependant que ce type d'engagement aux côtés des populations complète utilement notre travail institutionnel au Laos. Nous nous concentrons par exemple sur le système juridique et sur la participation de la population locale. Nous encourageons la production alimentaire ainsi que l'accès au marché pour de petites et moyennes entreprises.» Liliane Ortega estime qu'il faut toujours soigner les deux aspects, c'est-à-dire promouvoir les changements systémiques qui feront avancer un pays dans sa globalité et s'engager directement auprès des groupes sociaux les plus démunis. «Ces projets sont essentiels pour nous. Ils nous apportent aussi de précieux enseignements.»

La croissance ne profite pas à tous

Tout en restant l'un des pays les plus pauvres du monde, le Laos a enregistré au cours des dix dernières années une croissance économique remarquable, qui a atteint en moyenne 7 à 8%. Mais il la doit essentiellement à l'exploitation de matières premières, dont les populations rurales – en particulier les minorités ethniques qui vivent en altitude – ne profitent guère.

On compte dans ce pays une cinquantaine d'ethnies, divisées en plusieurs centaines de sous-



Hommes et animaux en meilleure santé

« Un des plus grands succès du projet est le taux de vaccination accru du bétail », souligne Liliane Ortega. « Nous avons montré aux paysans comment vacciner chèvres, poules et vaches. Ils font aujourd'hui ce travail pour leur propre compte et en retirent un revenu complémentaire. En même temps, la sécurité alimentaire s'en est trouvée sensiblement améliorée dans toute la région. » Le taux de vaccination a également progressé au sein de la population, passant de 30 à plus de 60%, grâce à la nou-



Les paysans apprennent à vacciner leurs bêtes et à construire des roues hydrauliques pour irriguer les rizières.

groupes. Les quelque 16 000 Prai sont les descendants d'une ethnie déjà présente dans la région du Mékong il y a un millénaire, avant l'arrivée des Thai Lao actuellement majoritaires. Ils vivent aujourd'hui dans les montagnes du nord-ouest du pays. Leurs villages, très pauvres, n'étaient jusqu'à récemment atteignables qu'à pied.

Le projet de la DDC, mis en œuvre par l'organisation Care International, a démarré en 2003 et comporte plusieurs volets : des routes ont été construites pour permettre aux Prai d'entretenir des relations commerciales avec la plaine – ils vont y vendre notamment du thé ou de l'herbe à balai séchée. L'approvisionnement en eau potable est un thème prioritaire. Dans quelques villages, on a pu capter des sources et construire des puits. Cela a simplifié la vie quotidienne des femmes, qui étaient obligées auparavant de parcourir de longues distances pour se procurer de l'eau. La santé de la population s'est aussi améliorée : les maladies liées à la consommation d'eau insalubre ont nettement diminué. Par ailleurs, les villageois ont appris à installer, aux endroits où le terrain n'est pas trop en pente, des roues hydrauliques rudimentaires destinées à l'irrigation des rizières. Ils ont pu ainsi augmenter leurs récoltes.

velle clinique mobile qui fait halte trois fois par année dans les villages bénéficiaires du projet.

Le soutien apporté par la DDC s'achèvera à fin 2015. Cependant, Care International restera sur place. Elle s'efforcera de pérenniser les acquis, notamment l'approvisionnement en eau et les cliniques mobiles, en les plaçant sous la responsabilité des autorités locales. Care travaille en outre à un projet de réseau spécial pour les familles les plus pauvres de la région. Pour diverses raisons, celles-ci ne pouvaient pas participer aux activités de production – élevage de poules ou de chèvres, culture de champignons – qui procurent un petit revenu à plus de soixante ménages. Après évaluation de la dernière phase du projet, quelques familles à revenu moyen – entre 125 et 325 dollars par année – ont été d'accord de former un nouveau groupe et de partager les gains d'un élevage collectif de chèvres avec les plus défavorisés. ■

(De l'allemand)

La DDC au Laos

Dans la région du Mékong, la DDC concentre son action sur quatre pays voisins : Laos, Viêt-nam, Cambodge et Myanmar. Elle travaille dans les domaines suivants : bonne gouvernance, développement économique – avec un accent sur la formation professionnelle –, agriculture et sécurité alimentaire. Son projet de recherche consacré à la création de nouvelles variétés de riz a été une grande réussite. Il a permis au Laos d'assurer son propre approvisionnement en riz. Ce succès se limite toutefois jusqu'à présent aux régions de plaine.

www.ddc.admin.ch/mekong
www.swiss-cooperation.admin.ch/mekong

DDC interne

Des communes démunies face à l'exode

(mq) Les troubles liés au Printemps arabe ont incité quantité de jeunes Nord-Africains à quitter leur patrie, un exode qui laisse des vides très perceptibles dans les villes et les villages. Ces mouvements migratoires ont des répercussions sur la taille et la structure démographique des localités concernées, mais aussi sur le marché de l'emploi et les besoins en services publics. Les administrations municipales s'efforcent de s'adapter à ces changements. Toutefois, elles sont souvent seules pour y faire face. Elles aspirent à des contacts avec d'autres communes ou avec des organisations de la société civile. Un projet soutenu par le programme global Migration et développement de la DDC vise à renforcer les communes sur le plan social et économique, en veillant à ce que les initiatives publiques et privées se déroulent de manière coordonnée. Il accompagne au moins dix interventions menées dans des villes et des villages du Maroc, de Tunisie et d'Égypte. Outre la formation ciblée des autorités, le projet comprend la création d'un réseau d'administrations et d'organisations non gouvernementales afin de favoriser l'échange de connaissances.

Durée du projet: 2012 – 2015
Volume: 2,1 millions CHF

Apprendre en nomadisant

(bm) En Afrique de l'Ouest et du centre, l'élevage joue un rôle économique essentiel. Le pastoralisme est le principal mode d'exploitation: il concerne jusqu'à 90% du cheptel bovin. Les éleveurs

nomades pratiquent la transhumance transfrontalière avec leurs troupeaux et une partie de leur famille. Ces populations demeurent ainsi à l'écart des systèmes éducatifs existants, car il est difficile de concilier la mobilité avec la fréquentation d'une école sédentaire. De plus, les contenus enseignés ne répondent pas toujours à leurs besoins et à leurs valeurs. C'est pourquoi la DDC a lancé un programme régional qui permettra à des milliers d'enfants, de jeunes et d'adultes d'acquérir les connaissances et les compétences indispensables à leur développement. Elle soutient l'élaboration d'offres d'éducation et de formation adaptées au contexte et aux besoins des communautés pastorales qui évoluent dans les zones transfrontalières du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Bénin et du Tchad.

Durée du projet: 2012–2017
Volume: 9,5 millions CHF

Sécurité routière en Pologne

(mpe) La Pologne détient le triste record des morts sur la route en Europe, un fléau dû principalement à l'irresponsabilité des usagers. En tant que membre de l'Union européenne (UE), elle se doit pourtant d'appliquer les normes occidentales en matière de sécurité routière. La Suisse, qui affiche de bons résultats en la matière, peut faire profiter ce pays de son expérience. Dans le cadre de sa contribution à



Laurent Cocchi

l'élargissement de l'UE, elle réalise un projet consacré à la prévention des accidents de la route en Pologne. Un ambitieux programme d'échanges et de formation a été mis sur pied en collaboration avec l'Institut suisse de police à Neuchâtel. Quelque 620 responsables polonais de la sécurité routière suivront ces cours. En plus, la Suisse financera des radars et d'autres équipements d'observation de la circulation, divers aménagements routiers comme des passages pour piétons, ainsi que des campagnes nationales de sensibilisation.

Durée du projet: 2012–2014
Volume: 4 millions CHF

Soutien au Parlement serbe

(mpe) Avec l'appui de la DDC, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) renforce les capacités du Parlement serbe, afin de lui permettre d'atteindre les normes européennes en matière de transparence et d'efficacité. Ce projet contient plusieurs aspects résolument novateurs dans le contexte serbe, comme la décentralisation de certaines activités du Parlement, une supervision des dépenses sur Internet et l'établissement de relations de travail avec cinq assemblées législatives locales. Le PNUD collabore avec le Parlement serbe depuis plusieurs années. Il a déjà soutenu l'élaboration de plusieurs textes de lois. Quant à la DDC, elle poursuit ainsi sa contribution à la démocratisation du pays, commencée il y a une dizaine d'années avec l'appui accordé à la Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie. Elle s'appuie sur l'expérience

acquise en Macédoine, où elle soutient le Parlement depuis de nombreuses années.

Durée du projet: 2012 – 2015
Volume: 1 million CHF

Gestion des crises alimentaires au Niger

(ung) Cette année, l'insécurité alimentaire frappe à nouveau 6 millions de personnes au Niger, soit plus du tiers de la population. Face à la récurrence de ce phénomène, le gouvernement a mis en place un Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires. Ce mécanisme doit renforcer les capacités du



pays à évaluer la situation et à prendre rapidement des mesures concrètes, comme la distribution gratuite de céréales et de semences, un appui aux banques céréalières, etc. Le dispositif est une instance nationale d'alerte reconvenue tant par les autorités publiques que par la société civile. La DDC s'est engagée à le soutenir financièrement durant plusieurs années, afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations ainsi que le fonctionnement et la coordination des entités chargées de l'alerte précoce. Elle entend également consolider les acquis des actions de développement, lesquels sont souvent relégués au second plan en période de crise.

Durée du projet: 2012 – fin 2014
Volume: 6,7 millions CHF

La ruée sur les terres fertiles

Les terres agricoles des pays en développement sont devenues une richesse très convoitée qui se négocie à l'échelle internationale. Les principaux investisseurs viennent de pays émergents comme la Chine, l'Arabie saoudite ou l'Inde, mais aussi du Nord. Cependant, l'accaparement des terres compromet sérieusement la sécurité alimentaire. De Mirella Wepf.



Loïda Nakachwa, de Mubende en Ouganda, a été chassée de sa terre, même si un document officiel en langue locale prouve que celle-ci appartient bien à sa famille.

La course aux terres arables s'accélère à l'échelle planétaire : depuis 2000, des investisseurs étrangers – publics et privés – ont acheté ou loué pour de longues périodes quelque 83 millions d'hectares, principalement en Afrique orientale et en Asie du Sud-Est. Cela représente 1,7% de la surface agricole mondiale. Ces chiffres ont été publiés fin avril sur le site Internet de la Matrice des transactions foncières, une plate-forme qui recense les acquisitions transnationales de terres agricoles. Cette banque de données en ligne est portée notamment par le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne et la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), une alliance mondiale d'organisations intergouvernementales et de la société civile, qui bénéficie d'un important soutien de la DDC.

Nombreuses transactions en coulisse

La Matrice des transactions foncières est constam-

ment vérifiée et mise à jour sur la base des informations recueillies. Il s'est avéré par exemple qu'une partie des contrats enregistrés initialement n'avaient pas abouti ou avaient été annulés. Par ailleurs, seules les transactions portant sur plus de 200 hectares y sont répertoriées. En outre, certaines acquisitions ne sont pas publiées, si bien qu'il est impossible de connaître l'ampleur exacte du phénomène. « Malgré ces imprécisions, la Matrice constitue un bon moyen de mettre en lumière l'ampleur et la dynamique du commerce mondial de terres agricoles », explique Alexandre Ghélew, collaborateur du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC. Le rapport d'analyse basé sur cette banque de données souligne en outre que les terres achetées se situent souvent dans des zones à forte densité de population et que près de la moitié d'entre elles sont déjà exploitées à des fins agricoles : en d'autres termes, les investisseurs étrangers font concurrence aux petits paysans locaux.

Guichets fonciers au Burundi

En Afrique subsaharienne, les populations sont en grande majorité rurales, mais peu de pays ont une politique foncière digne de ce nom. En l'absence de cadastres et de registres fonciers, des millions de paysans ne possèdent aucun titre de propriété sur les terres qu'ils cultivent. Selon le principe de domanialement, hérité de l'ère coloniale, les terrains non enregistrés officiellement appartiennent à l'État. Expropriations et expulsions sont dès lors très faciles. Au Burundi, la DDC soutient la mise en place de « guichets fonciers » dans les communes. Ces bureaux locaux peuvent établir des titres de propriété rapidement et à peu de frais. Au début, ils l'ont fait de manière officieuse. En juin 2011, ce modèle d'administration décentralisée a été institutionnalisé dans le cadre du nouveau droit foncier burundais. Les 2400 titres établis depuis 2010 ont été reconnus officiellement.



L'accapement de terres pour les transformer en monocultures (ci-dessus, l'Ouganda) recèle un important potentiel de conflit, notamment parce que leur irrigation épuise les ressources en eau (à gauche, la Tanzanie).



Souvent, les transactions ne tiennent pas compte de la population locale – comme ici dans l'État indien de l'Orissa.

Un film récompensé

Le film documentaire *Planète à vendre*, réalisé par le Français Alexis Marant, aborde le phénomène devenu mondial du bradage des terres agricoles dans les pays en développement. Des interviews d'investisseurs et de responsables gouvernementaux dans divers pays du Nord et du Sud mettent en lumière une sorte de grand Monopoly, dont les conséquences sont parfois dramatiques. « *Planète à vendre* » est distribué par le Service Films pour un seul monde; www.filmeeinewelt.ch

L'analyse des 1217 transactions signalées depuis 2000 révèle une certaine polarisation géographique : 70% des terres acquises ou exploitées par des investisseurs internationaux se concentrent sur onze pays, situés pour la plupart en Afrique orientale et en Asie du Sud-Est. Les principaux investisseurs viennent de pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Les États du Golfe jouent également un rôle important. Ils sont suivis par l'Amérique du Nord et les pays européens. Selon Markus Giger, collaborateur du CDE et coauteur du rapport d'analyse, des entreprises suisses participent aussi à ce type de transactions.

Garantir la production alimentaire

L'une des questions clés est de savoir comment l'accapement de terres se répercute sur la sécurité alimentaire des populations locales. « De tels investissements peuvent apporter de l'argent frais dans une région, susciter le développement d'infrastructures utiles et agir positivement sur l'évolution sociale », reconnaît Alexandre Ghélew. Néanmoins, note-t-il, le scepticisme reste de mise. Des voix critiques font remarquer que les petits paysans dépourvus de titres

de propriété sont chassés de leurs terres au profit de monocultures et que l'irrigation de vastes superficies épuise les ressources en eau, ce qui provoque l'assèchement des lopins de terre cultivés par la population locale.

Il convient par conséquent d'imposer un cadre propice aux effets potentiellement utiles de l'accapement des terres. La DDC s'y emploie en travaillant à différents niveaux : elle agit d'une part localement, par le biais de ses bureaux de coopération dans les pays concernés et d'autre part sur le plan international avec son Programme global Sécurité alimentaire. Elle a ainsi contribué de manière déterminante à l'élaboration des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, qui ont été adoptées en mai dernier à Rome par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. La DDC a également exercé une fonction de consultant pour l'établissement d'une charte des investisseurs dans le domaine agricole. Ce document complète depuis septembre 2011 les Principes des Nations Unies pour l'investissement responsable (PRI), soutenus actuellement par huit institutions financières internationales – dont plusieurs caisses de retraite – basées aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Suède et aux États-Unis. Les Directives volontaires ont été préparées sous la conduite de la Division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères.

En complément, la DDC accompagne actuellement un groupe de fonds d'investissement qui élaborent un instrument de contrôle des investissements dans les terres agricoles. « Ce mécanisme servira en fin de compte à l'application et au suivi des PRI dans le domaine foncier », explique Manfred



Dans l'État indien du Maharashtra et ailleurs, lorsque d'immenses surfaces arables se vendent, ce sont généralement les petits paysans qui en font les frais.

Kaufmann, collaborateur du Programme global Sécurité alimentaire.

Pour plus de transparence

La DDC soutient également l'Observatoire foncier, qu'elle considère comme essentiel pour le développement durable du commerce de terres agricoles. Coordonné par l'ILC et le CDE, ce projet vise à développer dans cinq pays pilotes des méthodes permettant de concilier transactions foncières et sécurité alimentaire. « Nous allons mettre en place, d'ici l'été 2013, des plates-formes nationales interactives pour le Laos, le Cambodge, la Tanzanie, Madagascar et le Pérou », annonce Markus Giger. Il s'agit de promouvoir la transparence dans ces pays : toutes les informations concernant les transactions et leur contexte seront accessibles aux représentants des associations de petits paysans, aux organisations non gouvernementales (ONG) ou aux autorités locales. « La société civile pourra de cette manière intervenir à bon escient. Dans certains cas, le gouvernement national sera plus au fait de ce qui se passe localement. » M. Giger pense que l'on pourra ainsi mieux évaluer les conséquences écologiques et sociales d'un transfert de propriété, ou déceler plus facilement si celui-ci risque d'affecter des petits paysans de la région.

Parallèlement à la mise en place de ces plates-formes, l'ILC et le CDE lancent dans les cinq pays des processus de dialogue sous forme d'ateliers. Il s'agit non

seulement de fournir davantage d'informations sur les transactions foncières, mais également de défendre les catégories sociales vulnérables et d'améliorer la gouvernance nationale.

Mise en œuvre des Directives volontaires

Le travail relatif à l'accaparement des terres se poursuit en vue d'étoffer la Matrice des transactions foncières, tandis que la DDC a lancé un projet qui fait suite aux Directives volontaires. « Celles-ci ne servent pas à grand-chose si elles ne sont pas appliquées », remarque Alexandre Ghélew. Les directives comprennent plus de 170 recommandations concrètes, sous forme de bonnes pratiques, qui devraient être adoptées par les États, les organisations internationales, les ONG et les investisseurs privés. Cela inclut aussi bien les bases légales que le contrôle de la mise en œuvre, les droits fonciers individuels et collectifs – ceux des femmes en particulier – ou la prise en compte des peuples indigènes. En juillet dernier, la DDC a alloué 3 millions de francs à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : cette contribution doit accélérer l'application des Directives volontaires, notamment en assurant leur diffusion, en élaborant des instruments de mise en œuvre, tels que des programmes de formation en ligne, et en renforçant les capacités locales et nationales. ■

(De l'allemand)

Cambodge : 400 000 hectares vendus

Le Cambodge ne figure pas parmi les vingt pays les plus touchés par l'accaparement des terres, tels qu'ils sont recensés dans la Matrice des transactions foncières. Cependant, il suscite un intérêt considérable chez les investisseurs internationaux. Depuis 2000, soixante transactions foncières y ont été enregistrées. Elles portent sur un total de 400 000 hectares, un chiffre élevé pour un pays de cette taille. Cela explique que de nombreuses ONG cambodgiennes souhaitent participer au projet d'Observatoire foncier à titre de pays pilote.

Liens

Matrice des transactions foncières : www.landportal.info/landmatrix

Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts : www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines

Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne : www.cde.unibe.ch

Coalition internationale pour l'accès à la terre : www.landcoalition.org

Principes des Nations Unies pour l'investissement responsable : www.unpri.org/commodities

DDC – Rapport sur l'efficacité dans le domaine agricole 2010 ; page sur la gouvernance foncière : www.ddc.admin.ch

Une obsession étouffante

La fin de la guerre au Népal, il y a cinq ans, a fait les gros titres de la presse internationale. Les rebelles sont sortis de la jungle pour participer à la vie politique et nous avons élu notre première Assemblée constituante. Pour beaucoup de gens, cet apaisement signifiait non seulement l'arrêt des violences, mais également l'occasion de prendre un nouveau départ et de relancer le développement.

Contrairement aux espoirs de la population, développement et gouvernance sont restés les parents pauvres de la vie publique. Les partis et leurs leaders passent leur temps à des manœuvres politiques et à des jeux de pouvoir. Les gouvernements successifs n'ont pas su maîtriser la grave crise de l'énergie et du pétrole, ni juguler l'exode massif vers les pays du Golfe, dû au chômage qui sévit au Népal. L'économie va très mal et des investisseurs se retirent. De surcroît, la production agricole va subir un sérieux coup d'arrêt l'an prochain du fait que le gouvernement n'a pas été capable d'assurer les importations nécessaires d'engrais en provenance de l'Inde.

En fait, la crise des engrais montre comment un gouvernement désinvolte et inefficace peut mettre en danger l'existence de millions de gens. Les paysans népalais perdront cette année leur investissement et leur précieuse récolte parce qu'ils n'ont pas reçu à temps les fertilisants nécessaires. Des foules de cultivateurs désespérés ont afflué vers la capitale, Katmandou, pour sommer le gouvernement d'agir au plus vite, alors que la période de plantation du riz touchait à sa fin. Beaucoup d'entre eux ont fait la queue toute une journée devant les dépôts officiels, mais ils sont revenus chez eux les mains vides.

Selon les estimations officielles, du riz a été planté sur seulement 62% des surfaces dans les moyennes collines, 54% dans les hautes collines et 44% dans le Terai. Cela n'augure rien de bon pour un pays dont l'agriculture représente plus du tiers du PIB et fait vivre les trois quarts de la population.

Le gouvernement peut être occupé par des tâches qu'il juge plus importantes, comme la paix ou la rédaction de la

Constitution. Cependant, en étant incapable de faire une chose aussi simple et normale que de livrer des engrais aux paysans au moment de la plantation, il fait preuve d'une négligence criminelle. Cette crise n'est qu'un exemple parmi d'autres. La transition est devenue un prétexte pour diriger le pays comme une république bananière. Quand des agriculteurs ont demandé à des officiels qui était responsable de la pénurie, ces derniers ont répondu qu'ils n'en savaient rien.

On observe une négligence analogue dans d'autres domaines clés. Le Népal a failli figurer sur la liste noire du Groupe d'action financière parce qu'il n'avait pas adhéré dans les délais aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent. La crise énergétique, qui devrait être la priorité absolue, a presque disparu des débats depuis que les coupures d'électricité ont été ramenées de 18 à 6 heures par jour en raison de la mousson. Notre obsession de la politique, assortie d'une totale indifférence aux autres problèmes qui affectent le pays, est devenue étouffante.

Le marasme du monde politique ne devrait pas excuser les mauvaises performances dans d'autres domaines. Nous devrions cesser de prétendre que tout s'arrangera lorsqu'on sera sorti de ce gâchis. Il faut essayer de trouver des solutions à la fois politiques et économiques pour le pays, puis créer des conditions pour qu'elles se renforcent mutuellement. Nous devrions mettre en place des institutions démocratiques solides qui continuent de fonctionner dans les situations de vide politique, investir de manière intelligente dans la santé, l'éducation et l'agriculture, et créer un système centré sur la transparence et le devoir de rendre des comptes. ■

(De l'anglais)



Rubeena Mahato est correspondante et chroniqueuse au *Nepali Times*, le principal hebdomadaire népalais en anglais. Elle s'intéresse en particulier au développement, à la politique, à l'énergie et aux technologies de l'information. Attachée à un journalisme qui propose des solutions concrètes, Rubeena Mahato a écrit de nombreux articles sur le développement ancré dans les communautés de base. Elle s'intéresse beaucoup à la gouvernance et aux politiques publiques. À la fin de la guerre, qui a duré dix ans, la journaliste a sillonné son pays afin de rendre compte de l'espoir retrouvé et du travail de reconstruction.



Rubeena Mahato

Lueur d'espoir dans les salles obscures

Le cinéma ouest-africain nage en plein marasme. L'aide du Nord s'est tarie, la production décline et les salles ferment les unes après les autres. Pourtant, le réalisateur malien Cheick Oumar Sissoko reste optimiste : il est convaincu que, moyennant un coup de pouce initial, la technologie numérique peut sauver le septième art et ses grands écrans. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Cheick Oumar Sissoko est né à San (Mali) en 1945. Il a fait ses études à Paris : après avoir obtenu un diplôme d'histoire et de sociologie africaine, il a suivi des cours de cinéma à l'École nationale supérieure Louis-Lumière. De retour au pays, il a d'abord travaillé pour le Centre national de la production cinématographique avant de devenir cinéaste indépendant. À ce jour, il a réalisé une vingtaine de documentaires ainsi que cinq longs métrages de fiction : *Nyamanton, la leçon des ordures* (1986), *Finzan* (1989), *Guimba, un tyran, une époque* (1995), *La Genèse* (1999) et *Battu* (2000). Ses films ont reçu de nombreux prix internationaux. Cheick Oumar Sissoko mène également une carrière politique au Mali. De 2002 à 2007, il a été ministre de la culture. En outre, il préside Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), un parti qu'il a fondé en 1996.



1



2

Un seul monde : Vous avez été ministre de la culture pendant cinq ans et présidez un parti au Mali. Avez-vous toujours mené des activités politiques en parallèle à votre carrière de cinéaste ?

Cheick Oumar Sissoko : Oui, c'est d'ailleurs la politique qui m'a amené au cinéma. À Paris, dans les années 70, je militais dans les mouvements d'étudiants africains. Nous nous battions contre les atteintes aux droits de l'homme dans nos pays. Au Mali, une dictature féroce empêchait toute liberté d'expression. Or, il était très important pour moi de pouvoir conti-

nuer sur le terrain ma lutte pour un idéal de justice. Seul le cinéma m'offrait la possibilité de m'exprimer, de communiquer avec les gens et d'éveiller les consciences, surtout dans un pays où la majorité de la population est analphabète. Les images sont un outil très puissant, d'autant plus quand elles sont accompagnées de dialogues en langue locale. C'est pourquoi j'ai tourné quatre de mes cinq longs métrages en bambara.

Dans quelle fonction avez-vous le mieux réussi à faire passer vos idées : en tant que ministre ou cinéaste ?

En tant que cinéaste, sans aucun doute. Un véritable dialogue s'est établi avec le public. On m'a beaucoup interpellé au sujet de mes films. Dans leur lutte contre l'excision et les mariages forcés, les organisations de femmes ont projeté *Finzan*, qui dénonce ces coutumes. Mon premier long métrage, *Nyamanton*, mettait le doigt sur l'obligation faite aux enfants d'amener leur banc à l'école. Il a été utilisé pour défendre le droit à l'éducation. Aujourd'hui, les parents ne doivent plus acheter un banc, mais les taxes et les fournitures scolaires restent une lourde charge financière pour eux. Les

pays africains n'ont toujours pas compris que l'éducation est essentielle. Ils devraient se saigner pour la rendre gratuite.

Quel succès rencontrent vos films en Afrique ?

De manière générale, les films tournés sur place sont très appréciés. Les spectateurs sont friands d'histoires africaines. Malheureusement, la fermeture progressive des salles de cinéma nous a privés de notre public. Ce drame résulte des programmes d'ajustement structurel, imposés par le FMI et la Banque mondiale : il fallait tout privatiser. Les gouvernements africains



3



4



5

- 1 *Bamako* (2006) d'Abderrahmane Sissako, Mauritanie
- 2 *Ndeyaan – Le prix du pardon* (2002) de Mansour Sora Wade, Sénégal
- 3 *Un homme qui crie* (2010) de Mahamat Saleh Haroun, Tchad
- 4 *Yeelen* (1987) de Souleymane Cissé, Mali
- 5 *Yaaba* (1989) d'Idrissa Ouedraogo, Burkina Faso

ont dû se défaire des salles. Certaines ont été rachetées par des Églises qui en ont fait des lieux de culte, d'autres ont été transformées en bazars. Aujourd'hui, il ne reste que trois salles professionnelles au Mali. Dans d'autres pays, elles ont complètement disparu. Quelques espaces de diffusion artisanaux ont toujours existé dans les quartiers, mais ils sont mal équipés et délabrés.

Le cinéma d'Afrique francophone subsaharienne a connu un rayonnement international dans les années 80 et 90. Depuis, sa visibilité a nettement diminué. Comment s'explique cet essoufflement ?

À l'époque, chaque pays de la sous-région sortait entre un et trois longs métrages par an. La réalisation de ces films, tournés sur pellicule en celluloid, coûtait très cher, mais nous pouvions

compter sur les bailleurs de fonds européens. Entre-temps, cette aide s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Il est devenu pratiquement impossible de trouver de l'argent au Nord pour produire un film, que ce soit auprès des gouvernements ou des chaînes de télévision. Quant aux États africains, ils n'ont jamais fait grand-chose pour promouvoir le cinéma. Faute de moyens, nous ne produisons donc presque plus de films au format classique. Par chance, la crise a coïncidé avec l'avènement du numérique. Cette technologie, facile à utiliser, permet de réaliser des films à un coût relativement bas, ce qui nous rend moins tributaires des financements extérieurs. Tous les pays africains ont maintenant opté pour le numérique. Le Nigeria, qui fut l'un des pionniers, a même développé une industrie cinématographique florissante. Avec un marché

intérieur de 150 millions d'habitants, sa production peut s'auto-financer. Certes, la qualité des films n'a pas toujours été au rendez-vous, mais elle s'est nettement améliorée.

Au Burkina Faso, des professionnels ont créé un mécanisme qui assure la production régulière de films numériques ainsi que leur diffusion. Une aide automatique est accordée à ceux qui rencontrent le plus de succès en salles. Que pensez-vous de cette initiative, qui est soutenue par la DDC ?

Ce projet me séduit, en particulier parce qu'il associe la production à la diffusion : chaque film produit est diffusé, ce qui est loin d'être évident à l'heure actuelle. On tient un décompte des entrées encaissées. Lorsqu'un film franchit un certain palier, son producteur reçoit automatiquement une subvention qu'il

réinvestit dans le tournage d'un autre film. Ce système devrait permettre de produire dix longs métrages par an. Les exploitants de salles sont assurés de recevoir régulièrement des films burkinabè et donc de voir affluer les spectateurs. Ce projet entraînera certainement la réouverture de salles de cinéma. Il contribuera aussi au développement de l'économie locale en créant des emplois. Dans un premier temps, 75% du financement sera assuré par des donateurs extérieurs. Au bout de cinq ans, le système devrait fonctionner de manière autonome, grâce aux recettes de la billetterie. Si ce modèle fait ses preuves au Burkina, d'autres pays de la région vont s'en inspirer. ■

Service



The New York Times/Redux/ist

Expositions

Histoires du futur

(bf) L'eau est sans nul doute la plus vitale des denrées. Mais elle devient de plus en plus rare. L'exposition *Wasser – Geschichten der Zukunft* (Eau – Histoires du futur) illustre de manière vivante et ludique la problématique de l'eau à l'échelle mondiale, de même que la vitesse à laquelle évoluent les perspectives en la matière. Quatre volets évoquent le rôle de l'eau dans l'alimentation, l'agriculture, la vie quotidienne et dans le monde en général. Une pompe à pédales, qui alimente une colonne d'eau, illustre l'effort à fournir lorsqu'il faut la puiser soi-même. Une autre installation, formée d'une pompe manuelle et d'une fontaine en cascade, évoque la consommation moyenne d'eau d'un ménage suisse. L'exposition présente aussi des systèmes novateurs d'irrigation au goutte-à-goutte ou par aspersion.

« *Wasser – Geschichten der Zukunft* », jusqu'au 24 février 2013 à la Maison tropicale de Wolhusen (LU)

Tanger, porte vers l'Europe

(bf) Depuis plus d'une décennie, la photographe franco-marocaine Yto Barrada, 41 ans, se concentre sur les réalités sociales et politiques de l'Afrique du Nord. Son œuvre explore surtout la vie de Tanger, où elle a passé son enfance après être née à Paris. Située sur le détroit de Gibraltar, qui sépare l'Afrique de l'Europe, cette ville marocaine incarne parfaitement les changements historiques qui ont



marqué récemment les pays de la région. La dernière exposition d'Yto Barrada, présentée au Musée de la photographie de Winterthur, s'intitule *Riffs*. Ce terme évoque à la fois une figure rythmique, le massif montagneux du Rif dans le nord du Maroc, qui fut le théâtre de plusieurs soulèvements anticoloniaux, et le Cinéma Rif qui abrite la cinémathèque de Tanger, dirigée par l'artiste. Outre des photographies, l'exposition présente également des vidéos et des sculptures. « *Yto Barrada – Riffs* », du 1^{er} décembre 2012 au 17 février 2013 au Fotomuseum de Winterthur

Le printemps arabe s'expose à Berne

(bluel) Une exposition consacrée aux révoltes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient se

tiendra à partir du 26 janvier prochain dans les locaux du Käfigturm à Berne. Elle est organisée par le Forum politique de la Confédération. Les visiteurs pourront se faire une idée complète du déroulement des contestations populaires qui ont débuté au printemps 2011 et de la situation actuelle dans les différents pays concernés. Ils découvriront également le rôle joué par les médias sociaux (Facebook, Twitter, YouTube, etc.) et pourront entrer en contact avec certains acteurs locaux par le biais de ces moyens de communication. L'exposition présentera également l'engagement de la Suisse sur place ainsi que les répercussions de ces événements sur notre pays. Plusieurs conférences et débats seront organisés dans le cadre d'un passionnant programme annexe. Des experts s'y exprimeront sur les causes et les conséquences des révoltes arabes. « *Les révoltes arabes* », Forum politique de la Confédération, Käfigturm, Berne, dès le 26 janvier 2013 ; www.kaefigturm.ch

Les cours du Nadel

Formation Voici les cours proposés par l'EPFZ durant le semestre du printemps 2013 dans le cadre des études postgrades sur les pays en développement (Nadel) :

- Planification et suivi de projets (18-22.2)
- Gestion financière et rentabilité de projets de développement (25.2-1.3 ; pour élèves avancés : 27.2-1.3)
- Développement de capacités dans la coopération internationale : de l'apprentissage individuel à celui des organisations (6-8.3 et 5.4)
- Évaluation de projets (19-22.3)
- Migration : un défi pour la coopération au développement (26-28.3)
- Élaboration de politiques dans la coopération internationale : le

rôle de la société civile (9-12.4)
- Problèmes stratégiques actuels de la coopération au développement (17-19.4)
- Développement rural – Défis, stratégies et approches (23-26.4)
- Microfinancement et micro-assurance (22-24.5)
Informations et inscriptions :
EPFZ, Nadel, tél. 044 632 42 40, www.nadel.ethz.ch

Diplôme en développement

(jls) L'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, propose un Executive Master en politiques et pratiques du développement (DPP). Soutenue par la DDC, cette formation multilingue (français, anglais, espagnol) de six mois est réalisée en collaboration avec quatre institutions partenaires au Mali, au Ghana, au Pérou et au Viêt-nam. Elle s'adresse aux professionnels occupant des postes clés dans des organisations de développement publiques ou privées. Le programme DPP vise à consolider leurs capacités d'analyse et de gestion. Il comprend trois modules : cinq semaines de cours à Bamako, Accra, Lima ou Hanoi, quatre mois d'étude appliquée et de cours à distance sur le lieu de travail et trois semaines de développement des compétences à Genève. La prochaine session aura lieu de juillet 2013 à janvier 2014. Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 1^{er} mars 2013. Cette formation est également ouverte aux Suisses qui travaillent dans la coopération internationale, qu'ils soient basés sur le terrain ou au siège de leur organisation.

<http://graduateinstitute.ch/dpp>,
dpp@graduateinstitute.ch

Une vie au ralenti

En avril 2006, environ 13 000 personnes de l'ethnie dajo fuient la région du Darfour, au Soudan, pour se réfugier dans la plaine



de Gouroukoun, située à l'est du Tchad. Tous sont des rescapés du conflit sévissant au Darfour. Coupés du reste du monde, ils construisent un camp dans cette zone sahélienne, s'y enferment et s'y inventent une survie. Dans le documentaire *Au loin des villages*, réalisé par le Suisse Olivier Zuchuat, ces réfugiés parlent de leur vie, des enfants dessinent des batailles, des petites filles fredonnent des chansons martiales. Un film de guerre, sans aucune image de guerre. Le cinéaste s'est enfermé à son tour dans cette prison à ciel ouvert et il a gagné petit à petit la confiance des Dajos. Des images patientes et calmes racontent l'interminable temps de l'attente : une vie au ralenti qui s'égrène, comme suspendue dans le dénuement. Ce film stimulant convient également pour lancer un débat ou illustrer une leçon.

Olivier Zuchuat : « *Au loin des villages* », paru en DVD chez Trigon Film ; version originale en daïo, sous-titrée en français, allemand, anglais et italien. Il propose en bonus une interview du sultan de la région du Dar Sila. Commandes et informations : www.trigon-film.org ou 056 430 12 30

Cacao bio du Ghana

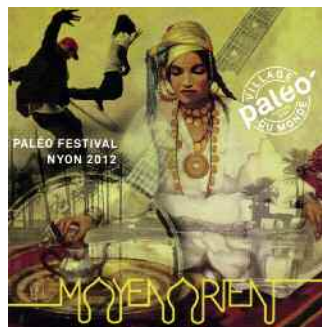
(dg) Le commerce du cacao est en pleine expansion au Ghana. Yayra Glover, double national suisse et ghanéen, caresse une idée visionnaire : promouvoir la production bio afin d'aider les cultivateurs à être plus indépendants et à améliorer leurs conditions de vie. Le film documentaire *Doux-amer*, d'Angela Spörri, suit Yayra dans la réalisation de ce projet qui implique de

gros sacrifices personnels. Malgré les difficultés à trouver un financement et les obstacles que lui réservent les autorités ghanéennes, il s'accroche à son idée et parvient finalement à livrer son premier lot de fèves de cacao à un fabricant suisse de chocolat. Le film montre le potentiel et les écueils du projet. Prenant le cas du cacao, une « denrée coloniale » classique, il explore les mécanismes du commerce mondial et les exigences imposées à une petite entreprise. Cette histoire positive montre de multiples manières qu'il est possible de progresser vers un monde plus juste, au prix de beaucoup d'idéalisme et de ténacité.

Angela Spörri : « *Doux-amer* », Suisse 2012. Informations : Service Films pour un seul monde, www.filmeineinewelt.ch

Le Paléo sur un tapis volant

(er) Grâce à l'aide initiale de la DDC, le Paléo Festival de Nyon propose depuis 2003 des musiques d'ailleurs dans le cadre de son Village du monde. Pour l'édition 2012, il a mis le cap sur le Moyen-Orient. Un album de quinze titres soigneusement sélectionnés regroupe les artistes qui ont participé à ce « festival dans le festival ». La compilation illustre un monde musical qui balance entre tradition et modernité, entre ville et campagne : harmonies de l'oud, sons électroniques de la caisse claire et de la grosse caisse, rock indépendant libanais, musique de mariage syrienne, groove juif de Boukhara



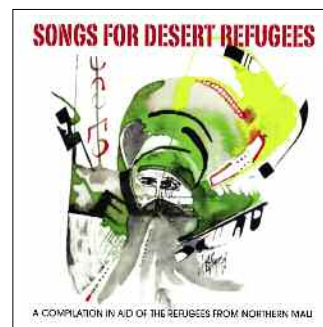
Musique

ou rap palestinien. Les voix se font tantôt caressantes tantôt insistantes. Les notes s'enroulent parfois en mélodies hypnotiques, adoptent ensuite un rythme entraînant et se perdent dans des éclats anarchiques. Parmi les interprètes, on retrouve quelques vedettes de la scène musicale orientale, notamment la chanteuse anglo-égyptienne Natacha Atlas ou le groupe iranien Niyaz, porté par la voix sublime d'Azam Ali. D'autres artistes sont moins connus en Suisse, comme le groupe israélien Yemen Blues et la formation turque Baba Zula.

Divers artistes : « *Moyen-Orient – Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2012* » (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

Pour la beauté du geste

(er) Le timbre sublime et incomparable de sa voix pleine a captivé des milliers de fans dans son pays. Zélia Duncan, 48 ans, compte parmi les stars de la musique populaire brésilienne (connue sous l'acronyme MPB). Née dans les années 60 d'un métissage de styles régionaux et internationaux, la MPB a évolué dans différentes directions. Elle est très appréciée par tous les groupes de la population, jeunes et moins jeunes. Lorsque Zélia Duncan entonne la chanson-titre de son dernier album, une adaptation charmante de la chanson *As-tu déjà aimé ?* du Français Alex Beaupain, une légèreté romantique s'installe, assortie d'un soupçon de nostalgie. Tous les éléments sont réunis pour nous pousser à fredonner avec la chanteuse : accords délicats à la guitare, accordéon mélodieux, douceur de la basse et rythmes d'un groupe subtil et passionné. Aux instruments, on retrouve quelques musiciens brésiliens de renom. Zélia Duncan : « *Pelo sabor do gesto – Em Cena* » (JBJ & Viceversa/Musicora)



Blues touareg pour les réfugiés du désert

(er) Au cœur de l'Afrique occidentale se joue une tragédie humaine. Latent depuis plus d'un demi-siècle, le conflit pour l'indépendance des nomades touaregs, dans le sud du Sahara, a éclaté après le putsch militaire de mars dernier au Mali. Les islamistes radicaux, qui agissent dans le sillage de cette rébellion, n'ont fait qu'aggraver la situation. Selon l'ONU, plus de 300 000 personnes ont déjà fui le nord du Mali pour se réfugier dans les pays voisins, relativement sûrs. Tout en attirant l'attention de l'opinion publique mondiale sur le sort de ces populations, un excellent album vise à collecter des fonds pour deux organisations françaises qui viennent en aide aux réfugiés du Mali. Douze groupes de blues touareg – originaires du Mali, du Niger et d'Algérie – ont participé bénévolement à cette compilation. Parmi eux figure Tinariwen, une formation malienne qui a reçu cette année le prix Musique du monde aux Grammy Awards. Le plus souvent inédits, les morceaux de l'album recréent la magie du désert.

Divers artistes : « *Songs For Desert Refugees* » (Glitterhouse Records/Indigo)

L'engagement de la Suisse dans le monde

(mls) Dans le cadre de sa politique étrangère, la Suisse s'engage en faveur de la paix, du respect des droits de l'homme ainsi

que de la protection des personnes déplacées et des réfugiés. Une nouvelle brochure explique en quoi consiste cet engagement, qui sert également les intérêts nationaux. Le DFAE y présente les priorités de la Suisse, les défis auxquels elle est confrontée et les résultats qu'elle parvient à obtenir. Cette publication raconte aussi le vécu des personnes qui jouent un rôle de médiation dans les conflits, qui participent à des missions d'observation électorale et qui œuvrent en faveur de la paix et du respect des droits de l'homme. « Pour la paix, les droits de l'homme et la sécurité », brochure disponible en français, allemand, italien et anglais. Une version pdf peut être téléchargée sur le site www.dfae.admin.ch, « Documentation », « Publications ». Commandes : publikationen@eda.admin.ch ou tél. 031 322 31 53

La Suisse et le colonialisme (gn) La Suisse n'a jamais été une puissance coloniale, du moins pas directement. Toutefois, le colonialisme a eu des répercussions sur la société suisse, sur sa manière de penser et même sur la coopération au développement. Ces effets ont perduré jusqu'à aujourd'hui. C'est ce que montre le livre *Postkoloniale Schweiz – Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien* (La Suisse postcoloniale – Formes et conséquences d'un colonialisme sans colonies), rédigé sous la direction

de trois historiennes allemandes. La variété des sujets traités est grande et leur actualité stupéfiante. Ainsi, Patricia Purtschert relève la présence de préjugés racistes dans les livres pour enfants mettant en scène Globi, personnage bien connu en Suisse allemande. Dans sa contribution, Konrad J. Kuhn traite de l'évolution néocoloniale des maisons suisses de négoce. Devenues des multinationales, celles-ci tirent profit aujourd'hui du fossé qui sépare les pays industrialisés et les anciennes colonies. De son côté, Francesca Falk met en évidence le rapport entre la politique de renvoi appliquée aux requérants d'asile nigériens et les intérêts économiques des sociétés suisses actives au Nigeria.

Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk (éd.): « *Postkoloniale Schweiz – Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien* » ; éditions Transcript, Bielefeld, 2012

Les grandes étapes de l'aide suisse

(bf) Le rôle de la coopération au développement est perçu aujourd'hui sous un jour beaucoup plus critique que ce n'était le cas dans les années 50 ou 60. Le socio-anthropologue Daniele Waldburger, l'historien Lukas Zürcher et Urs Scheidegger, ancien directeur de l'Office fédéral des réfugiés, en ont retracé les grandes étapes, de 1945 jusqu'à un passé récent. Leur livre *Im*



Dienst der Menschheit (Au service de l'humanité) présente dans un ordre chronologique les principaux événements qui ont jalonné les trois grands domaines de l'aide suisse, à savoir la coopération au développement, l'aide humanitaire et la coopération avec l'Est. Il les replace dans leur contexte international. Cet ouvrage en allemand est richement illustré et complété par de nombreux graphiques. Il s'adresse à un large public. Même les non-spécialistes pourront se familiariser sans peine avec un domaine actuel de la politique suisse et internationale, qui a été controversé depuis ses débuts.

Daniele Waldburger, Lukas Zürcher et Urs Scheidegger: « *Im Dienst der Menschheit – Meilensteine der Schweizer Entwicklungszusammenarbeit seit 1945* », Haupt Verlag, Berne, 2012

Coup de cœur



Meghen-Cauvin

Une beauté éphémère

Le Vaudois Cosey, auteur de BD, voyage beaucoup – principalement en Asie – pour se documenter sur les pays où il situe les aventures de son personnage fétiche Jonathan.

En parcourant le sud de l'Inde, je suis toujours émerveillé par les *rangoli*, dessins tracés à même le sol devant le seuil ou dans la cour des maisons. Cet art ancestral est encore bien vivant dans les zones rurales. Il est pratiqué exclusivement par les femmes. En se servant de farine de riz et de poudres colorées, ces dernières marquent d'abord des points qui constituent la trame de fond. Puis elles les relient par des traits et remplissent de couleurs les espaces ainsi délimités. Cela donne de splendides fresques aux formes géométriques. Il en existe une multitude de variantes, mais les plus simples sont les plus belles à mes yeux. Les *rangoli*, qui ont pour fonction de protéger la maison et ses habitants, sont des œuvres éphémères : le passage de piétons distraits, de chiens ou de véhicules les altère rapidement. Chaque matin, les femmes balaient le dessin de la veille et en créent un nouveau. Elles accomplissent ce rituel avec amour et sans se prendre au sérieux. Un peu comme on arrose ses fleurs.

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Impressum
Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :
Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :
Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Sabina Mächler, André Marty, Pierre Maurer

Rédaction :
Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :
Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :
Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54200

Couverture : centre de santé dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique ; Fernando Molerés/laif

ISSN 1661-1675

« Lorsque les brevets ne généreront plus de profits substantiels, nous assisterons peut-être à une révolution similaire à celle qui a frappé le monde du disque. »

Ilona Kickbusch, page 16

« Après avoir perdu nos champs, nous avons placé nos espoirs dans le pétrole. En vain. »

Auguste Djinodji, page 19

« Grâce à ce projet, les femmes du Batha sont plus respectées par les hommes et peuvent donner leur avis sur les grandes décisions familiales ou communautaires. »

Achta Bougaye, page 22
